

MÉDIACRITIQUE(S)

Magazine trimestriel d'ACRIMED



SALUT LES PAUVRES
ET LES CHÔMEURS !

ON SE RETROUVE EN SEPTEMBRE
POUR CAUSER SACRIFICES
DOULOUREUX MAIS NÉCESSAIRES

Collophan

QUAND LES RESPONSABLES DE LA TITRAILLE CÉLÈBRENT LE GOUVERNEMENT SYRIZA

Alexis Tsipras déclenche un krach bancaire à Athènes

🏠 > ECONOMIE > CONJONCTURE Par [Alexandrine Bouilhet](#) | Mis à jour le 29/01/2015 à 08:06

Grèce

Tsipras déstabilise l'économie grecque

L'arrivée au pouvoir et les déclarations du nouveau leader du pays, Alexis Tsipras, déstabilisent les acteurs économiques

Alexis Tsipras déclenche la colère de l'Espagne et du Portugal

🏠 > ACTUALITE > INTERNATIONAL Par [lefigaro.fr](#) | Mis à jour le 01/03/2015 à 22:59 | Publié le 01/03/2015 à 17:26

Alexis Tsipras fait l'unanimité contre lui à Bruxelles

LE MONDE | 18.03.2015 à 11h04 • Mis à jour le 18.03.2015 à 16h15 |

Réformes en Grèce : Merkel et Hollande recadrent Alexis Tsipras

CATHERINE CHATTIGNOUX / CHEF DE SERVICE ADJOINTE ET RENAUD HONORÉ / CORRESPONDANT À BRUXELLES | LE 20/03 À 06:17, MIS À JOUR À 10:56

Grèce : le discours d'Alexis Tsipras vire à la foire d'empoigne

Le Monde.fr | 30.03.2015 à 22h00 • Mis à jour le 31.03.2015 à 07h11 |

International | 4 avril 2015

[J'aime](#) 31 [Twitter](#) 20 [Partager](#) [G+](#) 1 [0](#) [Commentaires](#) 6

VIDEO. Tsipras otage consentant de Poutine?

Tsipras face à l'Europe: sera-t-il le James Dean de «La Fureur de vivre»?

Daniel Vernet | Monde | Economie | 27.05.2015 - 12 h 30 | mis à jour le 27.05.2015 à 12 h 30

Varoufakis, ministre grec des Finances surnommé "monsieur catastrophe"

Yanis Varoufakis, le "marxiste erratique" qui fait enrager l'Allemagne

Economie | Par [L'EXPRESS.fr](#) | publié le 20/02/2015 à 17:24, mis à jour à 17:44

En six semaines, Yanis Varoufakis, adulé à Athènes, s'est fait détester à Bruxelles

🏠 > ECONOMIE > CONJONCTURE Par [Alexia Kefalas](#), [Jean-Jacques Mevel](#) | Mis à jour le 09/03/2015 à 15:48

Grèce : la fuite des capitaux s'accélère, Alexis Tsipras aux abois à Bruxelles

🏠 > ECONOMIE > CONJONCTURE Par [Alexandrine Bouilhet](#) | Mis à jour le 20/03/2015 à 16:38

Actualité > Monde > Alexis Tsipras, l'"idiot utile" de Poutine ?

Alexis Tsipras, l'"idiot utile" de Poutine ?



Par [Jean-Baptiste Naudet](#)
Voir tous ses articles

Publié le 08-04-2015 à 12h18

[A+](#) [A-](#) [Imprimer](#)

Actualité > Monde > GRECE. Yanis Varoufakis, le ministre qui effraie les marchés

GRECE. Yanis Varoufakis, le ministre qui effraie les marchés

DOSS

Par [L'Obs](#)
Voir tous ses articles

Publié le 27-01-2015 à 20h06

[A+](#) [A-](#) [Imprimer](#)

Monde | Mise à jour le 13 février 2015

"Le Premier ministre grec Alexis Tsipras est un homme inexpérimenté"

International | 2 février 2015 | Mise à jour le 3 février 2015

Tweet

[Partager](#)

[G+](#) 1 [0](#)

[Commentaire](#)

Qui est Varoufakis, le "monsieur Catastrophe" qui veut sauver la Grèce?

Les 100 jours d'Alexis Tsipras au pouvoir: "C'est une catastrophe au niveau économique !"

Accueil > Monde > La Grèce à gauche toute

Le médiatique Varoufakis agace aussi chez les siens

8 MARS 2015 À 19:26

ACTUALITE > MEDIAS

Le Point - Publié le 13/03/2015 à 15:00

Grèce : le "marxiste" Varoufakis pose pour "Paris Match"

ACTUALITE > INTERNATIONAL

Le Point - Publié le 28/01/2015 à 18:01 - Modifié le 28/01/2015 à 18:36

Grèce : Yanis Varoufakis, un ministre de l'Économie rock'n'roll

Yanis Varoufakis, la « rock star » qui agace à Bruxelles

LE MONDE ECONOMIE | 11.05.2015 à 06h53 • Mis à jour le 11.05.2015 à 17h46 |

ACCUEIL > ECONOMIE > GRECE : VAROUFAKIS EN FAIT-IL TROP ?

ECONOMIE

Grèce : Varoufakis en fait-il trop ?

Publié à 13h14, le 09 mars 2015, Modifié à 13h32, le 09 mars 2015

SOMMAIRE

4. Cécile Duflot et les chiens de garde
 9. La banlieue selon M6
 11. Maffesoli, expert de pacotille
 13. Mauvaise Grèce 1: *Le Monde*
 15. Mauvaise Grèce 2: *Libé*

JEUX DE L'ÉTÉ

18. Philippe Val dans le texte
 19. La faute à Rousseau
 20. Champion en titres
 21. Pigistes de tous les pays...
 24. Philippe Val et le journalisme
 27. SHS, épisode 3: les revues
 31. Lu: *Sauver les médias* (J. Cagé)
 34. L'avenir radieux de l'information: LVMH lorgne sur *Le Parisien*

Médiacritique(s)

Le magazine trimestriel d'Acrimed

Directeur de la publication
 Mathias Reymond

Ont collaboré à ce numéro

Vincent Bollenot, Caroline Brun, Frantz Durupt,
 Benjamin Lagues, Frédéric Lemaire,
 Henri Maler, Jean Pérès,
 Olivier Poche, Thibault Roques,
 Cyrille Rivallan, Julien Salingue, Sylvain

Illustrations
 Colloghan

Secrétaires de rédaction
 Olivier Poche, Julien Salingue

Imprimé par
 Espace Imprim
 46, rue de Paradis – 75010 Paris

Commission paritaire: 1213 G 91177
ISSN: 2256-8271

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engageant collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Où que vous passiez vos vacances, et à plus forte raison si vous ne pouvez pas en prendre, ne vous gâchez pas l'été par de vaines lectures. Vous avez manqué la parution de l'indigeste pavé de Serge July (Dictionnaire amoureux du journalisme)? Vous n'avez pas trouvé en solde la bouillie « progressiste » de Laurent Joffrin (Le réveil français)? Vous n'avez pas cédé à la tentation de goûter à l'inculture sans malaise de Philippe Val? Bravo! Et surtout: tenez bon!

Si tel est le cas, c'est que vous avez résisté au matraquage médiatique qui a accompagné la sortie de ces doctes et passionnants ouvrages, dont les auteurs ont été, comme à leur habitude, invités et promus sur moult supports, qu'il s'agisse des plateaux de télévision, des émissions de radio ou des colonnes de la presse écrite. Invités par les vrais amis, par les faux ennemis, par les complices de débats faussement vrais (ou vraiment faux?), auxquels ils ne manqueront pas, le moment venu, de renvoyer l'ascenseur. Promus par une aristocratie médiatique qui ne manque pas une occasion d'afficher sans honte sa capacité à s'auto-célébrer et à mettre en scène la circulation circulaire de ses « idées » poussiéreuses et de ses « penseurs » attirés.

Cette résistance vous honore, nous espérons qu'elle se poursuivra, et que notre numéro d'été vous facilitera la tâche: étude du traitement, par *Le Monde* et *Libération*, des négociations entre la Grèce et ses créanciers, retour sur les aboiements de trois chiens de garde, dont Jean-Pierre Elkabbach, lancés aux basques de Cécile Duflot,

analyse du traitement des banlieues par l'émission « Zone interdite », mais aussi, comme c'est l'été, des jeux en pages centrales, avec notamment – nous n'avons pas su résister – un hommage à la pensée du très cultivé Philippe Val...

Autant de pages plus ludiques qui, nous le souhaitons, vous aideront à passer l'été sans encombre et sans céder, suite à un éventuel coup de chaleur, à l'appel des VRP de la pensée tiède. Et qui sait, peut-être que nos analyses et nos jeux vous encourageront même à agir à nos côtés dès la rentrée: agir, notamment, pour une critique et une transformation radicales des médias, afin que ceux-ci ne soient plus le terrain de jeux privilégié de quelques éditocrates en tournée promotionnelle permanente, mais de véritables outils pour informer et s'informer.



LES ABOIEMENTS DE TROIS CHIENS DE GARDE AUX BASQUES DE CÉCILE DUFLOT

Le 15 mars 2015, Cécile Duflot était l'invitée du « Grand Rendez-vous » d'Europe 1 avec Le Monde et i>Télé. Trois chiens de garde l'ont accueillie dans leur chenil: Jean-Pierre Elkabbach, Arnaud Leparmentier, Michaël Darmon. Une émission de référence qui mérite un patient décryptage.

Peu importe à notre critique ce que pense Cécile Duflot: seul nous intéresse l'interrogatoire auquel elle a été soumise. Ce qu'elle avait à dire importe d'autant moins à notre critique... qu'il lui fut presque impossible de le dire clairement.

Du début à la fin de l'émission, le parti pris de la plupart des questions aboyées par nos grands journalistes politiques fut limpide: soutenir que Cécile Duflot divise la gauche sans raison, contribue à l'enterrement d'Europe-Écologie-Les Verts et fait le lit du Front national en préparant l'échec du PS en 2017. Qu'on puisse le penser est une chose; qu'on organise près d'une heure d'entretien autour de ces partis pris en est une autre, qui apparente ce « rendez-vous » à un procès.

Mais le pire dans ce procès, c'est sa virulence, voire sa violence. Julien Bayou, porte-parole d'Europe-Écologie-Les Verts (dans une lettre adressée au CSA sur laquelle nous reviendrons) a relevé – nous n'avons pas vérifié le chiffre – que Duflot a été coupée 140 fois, soit en moyenne toutes les 20 secondes. En permanence, elle est confrontée à des affirmations péremptoires auxquelles elle n'a pas le loisir de répondre. Et, pour couronner le tout, elle doit faire face à des sarcasmes agressifs et à des mises en cause personnelles, dont le sexisme est à peine dissimulé.

« EST-CE QUE VOUS N'ÊTES EN TRAIN DE JOUER VOTRE MEILLEUR RÔLE: DIVISEUSE? »

En guise d'introduction, Jean-Pierre Elkabbach s'offre un éditorial de près de deux minutes sur le nouveau monde qui s'ouvre devant nos yeux, les réformes bloquées et les

divisions entre les écologistes. Puis vient l'interrogatoire dont nous avons retenu les meilleurs passages: ceux qui reprennent la règle de base (répéter sans cesse les mêmes questions et ne tenir aucun compte des réponses), avec sa variante n° 1 (poser des questions et empêcher de répondre).

Après l'éditorial d'Elkabbach donc, première question qui sera reprise sous diverses formes une dizaine de fois au cours de « l'entretien »:

– Michaël Darmon: « *Perdre ou faire perdre: n'êtes-vous pas en train de devenir simplement le génie de la défaite?* »

Cécile Duflot tente de répondre en prenant du recul. Première interruption.

– Arnaud Leparmentier: « *La question c'est pourquoi vous vous alliez avec le Front de gauche plutôt qu'avec les socialistes?* »

Duflot rétorque qu'elle essayait justement de répondre.

– Arnaud Leparmentier: « *Oui mais là vous êtes dans les prolégomènes. On a une question toute simple: pourquoi vous êtes autant avec le front de gauche et est-ce*

que ça ne va pas conduire à l'élimination des candidats socialistes, donc de la gauche? »

– Michaël Darmon enchaîne: « *Est-ce que vous regardez la gauche couler, tout simplement?* »

– Cécile Duflot: « *Je reprends votre question.* »

– Jean-Pierre Elkabbach: « *On comprend les questions. Si vous vouliez donner les réponses, ce serait peut-être mieux.* »

– Cécile Duflot: « *Je tente. Je vais tenter de répondre.* » Et elle reprend son raisonnement.

Duflot tente d'expliquer qu'en 2011 il y avait un accord sur un projet et que cet accord n'a pas été respecté.

Leçons d'interrogatoire à destination des apprentis chiens de garde

Règle de base: Répéter sans cesse les mêmes questions et ne tenir aucun compte des réponses.

Règle n° 1: Poser des questions et empêcher de répondre

Règle n° 2: Asséner des affirmations sans permettre de les contredire

Règle n° 3: Afficher un mépris méprisable

Règle n° 4: Cumuler les règles précédentes

– Elkabbach (la coupant): « Vous vous rendez bien compte que les écologistes à la base des cantons ne peuvent pas gagner. Ce qu'ils peuvent faire, c'est affaiblir la gauche, c'est envoyer le PS à la casse. La question est: est-ce que vous préférez perdre avec Messieurs Laurent et Mélenchon que gagner avec Hollande et Valls? »

Deux interruptions plus loin, Cécile Duflot tente d'expliquer qu'elle veut la victoire des idées écologistes avant la victoire d'un parti.

– Elkabbach: « La victoire de l'écologie, est-ce que ça doit être la victoire de l'ensemble de la gauche? Est-ce que vous n'êtes en train de jouer votre meilleur rôle: diviseuse? »

– Duflot: « Franchement vous n'oserez pas poser cette question à quelqu'un d'autre de cette manière. »

– Elkabbach: « Et pourquoi? À des hommes et à des femmes. Mais pourquoi il faudrait vous protéger? »

En réponse à Arnaud Leparmentier, Cécile Duflot tente d'expliquer, en prenant l'exemple de la Seine-Maritime, qu'il existe des convergences avec le PC et le Parti de gauche sur le terrain. Sans attendre la fin de la réponse, Jean-Pierre Elkabbach, magistral, commente: « Mais avec ça on ne fait pas une majorité, soyons sérieux... »

– Duflot: « Vous dites de façon définitive. »

– Elkabbach: « Moi, je connais le doute. Moi, je connais le doute. Je ne suis jamais péremptoire. »

Cécile Duflot tente de poursuivre son raisonnement en montrant que la victoire à Grenoble a été possible.

– Elkabbach: « On ne va pas revenir sur Grenoble tout le temps. »

– Duflot: « Et pourquoi pas? [...] »

Cécile Duflot argumente en faveur d'une prise de conscience écologique en expliquant les dégâts provoqués par le réchauffement climatique. Elle termine par: « Il va falloir que vous le compreniez. »

– Elkabbach: « Mais pourquoi vous nous dites tout le temps "il faut que vous compreniez"? Nous sommes aussi bouchés que ça, nous? » Et il poursuit sans attendre.

Duflot soutient que les écologistes peuvent participer au gouvernement « à condition que la politique globale qui soit menée aille dans le sens de la transition écologique ».

– Elkabbach: « [...] François Hollande et Manuels Valls sont en train de verdier. Ils deviennent presque des écolos. Je ne sais pas si c'est une conversion tardive ou pas. Donc ils vont dans le sens de l'écologie, tout en lui donnant sa place dans une vision économique plus globale. » Et d'enchaîner, sans laisser à Duflot le temps de répliquer.

– Elkabbach: « Mais d'où vient chez vous cette Vallsophobie? »

Et quelques instants plus tard:

– Elkabbach: « Je reviens à ma question: est-ce que votre obsession anti-Valls... »

– Duflot: « Vous n'avez pas écouté ma réponse. »

– Elkabbach: « Vous n'écoutez pas nos questions. » Et en cascade, sans tenir compte des tentatives de répondre: « Est-ce que votre obsession anti-Valls, elle a une explication? »

Est-ce ça a une explication rationnelle, personnelle, caractéristique? Qu'est-ce que vous lui reprochez? »

– Duflot: « Vous voulez que je vous réponde franchement: Sûrement! Parce que vous savez je suis une femme, je suis gouvernée par mes émotions. Et donc j'ai forcément un problème personnel. »

– Darmon (sourire narquois): « Ce n'est pas ce qu'il sous-entendait. Ça, ce n'est pas la vieille réponse peut-être! » Méprisable mépris...

« CE MATIN ON L'IMPRESSION QU'EUROPE-ÉCOLOGIE, C'EST CUIT, ELLE EST MORTE »

– Elkabbach: « Invitée: Cécile Duflot. Merci d'être avec nous, je note que parmi les invités il n'y a ni Jean-Vincent Placé, ni Barbara Pompili, ni Emmanuelle Colle [pour Cosse], ni François de Rugy. [...] ceux qui sont avec vous, les responsables qui ont créé le mouvement, ils ne sont pas là, est-ce que c'est déjà un signe de votre accord? [sic] »

Duflot tente de répondre. Brouhaha, mais on entend:

– Elkabbach (péremptoire): « C'est le symbole de la division [...] C'est le symbole de la division. Donc les autres vous ne les avez pas invités parce que vous pensez qu'ils ne viendraient pas ou ils ne sont pas venus... Bon, peu importe, c'est le signe de la division, c'est pour ça que c'est un symbole. »

Quelques instants plus tard:

– Elkabbach: « [...] les crédits de la défense... vous les baissez? Vous les réduisez? Qu'est-ce que vous en faites? Les crédits de la défense? »

– Duflot: « Ah ben les crédits de la Défense on peut utilement les réorienter, notamment en ce qui concerne la dissuasion, y compris d'anciens ministres de la Défense disent que si on supprime une des deux composantes, vous voyez, la position des écologistes c'est le désarmement nucléaire... »

– Elkabbach (expert): « Mais que ce soit Paul Quilès qui a été un bon ministre, ou Hervé Morin, ne sont pas ceux qui ont marqué la Défense, c'est l'histoire de la Défense et de la dissuasion... »

– Duflot: « Sauf qu'aujourd'hui on continue... »

– Elkabbach: « Mais aujourd'hui, il y a des dangers, et il y a la menace du terrorisme ». Et sans laisser à Duflot le temps de répondre: « Michaël Darmon. »

– Duflot: « On continue, vous ne me laissez pas répondre, à dépenser de l'argent pour entretenir deux composantes de la force de dissuasion nucléaire alors qu'il y a un certain nombre de nos militaires qui sont sur le terrain qui ont à peine de quoi avoir des pièces détachées pour remplacer leur matériel. »

– Elkabbach (expert péremptoire): « Ça, ce n'est pas vrai, à un moment c'était vrai. Excusez-moi ce n'est pas vrai, je connais assez les problèmes de Défense pour vous dire non. Il y a tout le travail de Jean-Yves Le Drian avec le soutien du Président de la République, sans vouloir les défendre, qui donnent les moyens aux militaires. Alors, Michaël Darmon. »

– Duflot: « Monsieur Elkabbach a dit: c'est comme ça! » Brouhaha.

– Elkabbach (frappant dans ses mains): « Michaël Darmon! »

Invitée à s'expliquer sur ses propositions, Duflot évoque la possibilité d'avoir une « nouvelle prospérité ».

Le droit de réponse... de Jean-Pierre Elkabbach

Quelque temps après l'émission, Julien Bayou, pour Europe-Écologie-Les Verts, a adressé au CSA une lettre de protestation. Notre décryptage ne laisse aucun doute: la protestation, dans son principe, était parfaitement légitime. Mais cela n'a pas plu au grand manitou Elkabbach, qui s'est octroyé un droit de réponse... sur Europe 1 :

« **Tout d'abord je suis surpris, et en même temps révolté.** Surpris parce qu'avant l'émission un des plus proches collaborateurs de Cécile Duflot nous a dit "soyez durs avec elle pour obtenir des informations" ». Deuxièmement, après l'émission, elle-même a dit à Darmon, à Arnaud Leparmentier parce que je ne suis pas seul, qu'elle nous remerciait chaleureusement de l'émission qu'elle venait de faire. **On l'a traitée exactement comme on traite n'importe quel invité, homme et femme, et la semaine d'avant c'était le Premier Ministre Manuel Valls qui avait été interrogé de la même manière. Révolté car je ne comprends pas qu'on aille, au XXI^e siècle, en 2015, aller pleurnicher devant le CSA pour le transformer, le CSA qui a d'autres soucis avec Radio France, avec la nomination du futur président de France Télévisions, en un flic de la pensée et des médias. Le CSA est là pour protéger la liberté d'expression. Puis qu'est-ce que c'est cette manière de dire "m'sieur m'sieur ils ont été méchants avec moi et c'est sexiste". Non, c'est le même traitement. Et je vais vous faire encore une confidence: hier en fin d'après-midi, M^{me} Cécile Duflot a appelé Fabien Namias le directeur général d'Europe 1 pour dire "ce n'est pas moi qui porte plainte. C'est quelques-uns de mes collaborateurs, les Verts les plus fous et les plus durs. Et je ne m'associe pas et je ne souscris pas à ce qu'ils ont dit" ».**

« Surpris », dit-il, parce qu'il n'aurait fait que suivre les conseils d'un collaborateur de Cécile Duflot qui aurait délivré un satisfecit à notre trio. Si c'est exact, sa soumission n'enlève rien à la critique que l'on peut faire de l'émission. Si c'est faux ou approximatif, c'est une nouvelle elkabbacherie dans une liste déjà longue... et qui s'allonge probablement encore. En effet, selon Elkabbach, Cécile Duflot aurait appelé Fabien Namias, directeur général d'Europe 1, et aurait condamné la plainte. Cette étrange version n'a pas été contredite par l'intéressée. Pourtant, selon Metronews, « la radio Europe 1 précise quant à elle via son service de presse que c'est Fabien Namias qui

aurait appelé Cécile Duflot, et que celle-ci lui aurait affirmé ne pas être au courant de la plainte, et "c'est tout" ». Pas question donc des « collaborateurs, les plus fous, les plus durs » ni d'un désaveu...

« Surpris », dit encore Jean-Pierre Elkabbach qui prétend que Cécile Duflot « a été traitée comme n'importe quel invité ». Si ce traitement était égalitaire, ce serait pitoyable: que peut-on retenir sur le fond d'un entretien morcelé et agressif, centré sur les jeux politiques plutôt que sur les enjeux? Mais l'affirmation d'Elkabbach est mensongère: il est faux d'affirmer que tous les invités sont logés à la même enseigne. L'entretien de la semaine précédente avec Manuel Valls? Un rapide test comparatif (avouons que nous n'avons pas eu le courage de détailler) montre au contraire que Manuel Valls a largement eu le temps de répondre et que lorsqu'il était interrompu, c'était beaucoup moins souvent et avec déférence.

D'autres tests comparatifs sont particulièrement éloquentes. Comme celui que nous avons effectué dans un article précédent¹ en comparant l'interrogation de celle qui était alors la présidente du Medef avec l'interrogatoire de deux syndicalistes, Jean-Pierre Mercier et Mickaël Wamen. Ces derniers, avec Édouard Martin, avaient bénéficié d'une agressivité exemplaire². Une agressivité véhémente qui contraste avec la courtoisie complaisante réservée à Nicolas Sarkozy, comme le montre l'article que nous avons consacré à cet aimable échange³.

Et Jean-Pierre Elkabbach, lui aussi, est révolté! Mais pas exactement pour les mêmes raisons que les nôtres. Il est révolté, dit-il dans le droit de réponse qu'il s'est octroyé sur Europe 1 parce qu'il ne comprend pas qu'on aille « pleurnicher » auprès du CSA qui serait ainsi « transformé en un flic de la pensée ». Osons cette question dans le style d'Elkabbach lui-même: qui, dans certains de ses interrogatoires, joue le rôle de « flic de la pensée »?

[1] Voir sur notre site: « Jean-Pierre Elkabbach au service de Laurence Parisot »

[2] Voir sur notre site: « L'interrogatoire de trois syndicalistes par Jean-Pierre Elkabbach »

[3] Voir sur notre site: « Interview de Nicolas Sarkozy: Jean-Pierre Elkabbach mis en examen pour trafic de connivence »

— Elkabbach: « Et on peut avoir une meilleure prospérité avec un faible niveau de croissance? »

— Duflot: « Exactement. »

— Elkabbach: « On va recommencer les histoires de la croissance nulle, de la décroissance, depuis Ivan Illich [penseur de l'écologie politique (1926-2002)], on va revenir à cette époque? »

— Duflot: « [...] on peut vivre durablement avec un faible niveau de croissance du produit intérieur brut [...] ».

— Elkabbach: « Donc une paupérisation de la société française... » Et sans même avoir écouté la réponse: « Donc avec votre système, moins de croissance, on a plus de prospérité... »

— Duflot: « Non, ce n'est pas moins, la croissance elle est aujourd'hui quasiment atone... »

— Elkabbach: « Non elle est à 0,9, ou elle sera à 0,9, c'est 1 %, c'est mieux que "atone". Ça fait beaucoup de choses... Quel est le taux de chômage

qui est acceptable pour vous? Ou est-ce que vous croyez qu'avec votre système vous arrivez au plein-emploi? »

Darmon: « Pourquoi votre parti n'a-t-il pas réussi à, justement, influencer et faire infuser toutes ces idées que vous évoquez, au fond est-ce que, comme il a été dit il y a quelques jours, est-ce que EELV n'est pas en situation de décès? »

Duflot tente de répondre. Elle est interrompue.

– Darmon: « Question de M. François de Rugy hein, qui l'a posée sur la table. »

– Duflot: « Oui enfin... »

– Elkabbach: « Ce matin on a l'impression qu'Europe Écologie, c'est cuit, elle est morte. »

– Duflot: « Vous avez cette impression? »

– Elkabbach: « Ah oui oui. »

Duflot évoque la création d'un climat favorable à l'économie collaborative.

– Leparmentier: « C'est quoi le climat favorable? »

– Duflot: « [...] vous n'avez pas relevé quand j'ai parlé de la crise démocratique, je pense qu'il faut que nous changions notre modèle démocratique. La V^e République est épuisée, d'ailleurs on voit bien... »

– Elkabbach: « Très bien, vous l'avez dit, vous l'avez dit. »

– Duflot: « Non attendez... »

– Elkabbach: « Très bien, vous l'avez dit, vous l'avez dit, le général Duflot va changer les institutions de la V^e! »

Quelques instants plus tard:

– Elkabbach: « Comment se fait-il que vous soyez la seule à proposer ce qui convient aux Français? Est-ce que de temps en temps vous n'êtes pas atteinte du doute? Vous n'êtes pas fatiguée d'avoir toujours raison non? »

Duflot dit ne pas « relever le caractère agressif de la question » et explique que ce sont les écologistes qui ont raison, pas seulement Cécile Duflot...

– Elkabbach: « Parce que vous avez toujours raison. »

Elkabbach: « D'accord, la question de Michaël Darmon: est-ce que EELV est morte? Parce que si un nouveau parti... »

Duflot tente de répondre. Elle est interrompue.

– Elkabbach: « Mais là justement la dépouille... »

– Darmon: « C'est monsieur de Rugy qui l'a... » Brouhaha.

– Duflot: « Il y a des milliers de candidats qui font campagne! »

– Elkabbach (péremptoire): « Si vous voulez créer un nouveau parti, c'est que le parti précédent est inadapté, caduc, obsolète, pour ne pas dire: le cadavre est là. Le cadavre d'Europe-Écologie est là. »

Duflot déclare que ce n'est pas un nouveau parti qu'il faut créer, mais une nouvelle force politique... qu'elle n'a pas le temps de présenter.

– Elkabbach (sourire narquois aux lèvres): « Avec qui? Mais avec qui la force politique? Dites-moi avec qui? Avec qui la force politique? » Alors que Duflot vient de commencer à expliquer ce qu'est à ses yeux la force politique...

– Elkabbach: « C'est quoi la force politique? De qui à qui? De quoi à quoi? La force politique c'est qui? » Il ne laisse pas Cécile Duflot répondre.

« MIEUX VAUT L'EGO DE CÉCILE DUFLOT QU'UNE ÉVENTUELLE VICTOIRE DE FRANÇOIS HOLLANDE »

Elkabbach (avec un sourire suffisant): « Michaël Darmon vous a traitée ou appelée tout à l'heure Cécile Tsipras. Il explique pourquoi. »



– Darmon: « C'est surtout en posant la question: est-ce que vous pensez... Est-ce que vous voulez créer une sorte de Syriza à la française. Est-ce que ce modèle est transposable? »

Duflot commence à répondre. Elle est interrompue:

– Leparmentier: « Mais ça n'a rien à voir avec Syriza tout ça. »

– Duflot: « Mais si, attendez, je finis ma phrase, juste. »

– Leparmentier: « Est-ce qu'ils ne sont pas déjà allés à Canossa? Est-ce que finalement ce n'est pas décevant le changement énorme que vous espériez en Europe? »

– Duflot répond qu'elle a « toujours été réaliste » sur ce qui se passe en Grèce, qu'il ne faut pas que le gouvernement Syriza soit seul et précise: « [...] L'objectif c'est de faire bouger l'Europe et la commission qui mènent une politique qui est une politique déprimante et dépressive pour notre continent... »

– Leparmentier monte la garde: « 4 % de déficit en France, c'est dépressif? Ce que fait M. Draghi, c'est dépressif? Ce que fait M. Draghi, c'est dépressif? »

– Duflot: « Bien sûr... » Elle est interrompue.

– Leparmentier: « Réinjecter des milliards dans l'économie, c'est dépressif? »

Duflot tente de répondre. Elle est interrompue avant d'avoir terminé sa phrase.

– Elkabbach: « Qu'est-ce que vous dites alors à la commission? » Duflot persiste, plusieurs fois interrompue.

– Duflot: « [...] je termine. Si au lieu d'être obsédés par le déficit public... »

– Leparmentier (véhément): « On n'est pas obsédés puisqu'on nous donne quatre ans de plus. Cessez de dire qu'on est obsédés. La commission n'est pas obsédée. »

– Duflot: « Je continue... » Elle est immédiatement interrompue.

– Elkabbach: « Vous vous en fichez complètement, 3 ou 4 % de déficit, on s'en fout? »

– Duflot: « Non, je dis ayons un vrai plan d'investissement européen. »

Elle est interrompue.

– Elkabbach: « Junker. Le plan Junker: 315 milliards. » Duflot tente de répondre, mais ne pourra pas achever.

Quelques instants plus tard, Duflot affirme que le nucléaire est périmé et que l'avenir est aux énergies renouvelables.

— Elkabbach riposte: « Allez en Chine. Allez en Grande Bretagne. Il y a 2 petites EPR créés par mois en Chine. »

— Duflot: « Et combien d'éoliennes? » Elle insiste malgré les tentatives d'interruption d'Elkabbach. C'en est trop!

— Elkabbach (il hurle): « Michaël Darmon! Michaël Darmon! Michaël Darmon! »

— Darmon: « [...] Je voudrais comprendre pourquoi vous pensez que vous avez un espace politique entre François Hollande et Jean-Luc Mélenchon. Ne faites-vous pas tout ça pour construire une candidature à l'élection présidentielle. »

Duflot répond qu'elle agit parce qu'elle a des convictions.

— Elkabbach: « Ouiiiii... Mais c'est le baratin classique d'un homme politique! On a tous des convictions! »

— Duflot (excédée): « Mais bon sang de bois! C'est quoi les vôtres d'ailleurs? »

— Darmon (indigné): « Il est journaliste politique: il n'a pas à répondre [...] Il n'est pas homme politique: il est journaliste. Il est fondé à poser des questions. »

— Elkabbach: « Et je m'en sors très bien! »

Peu après, Cécile Duflot tente d'évoquer Marine Le Pen. Elkabbach l'interrompt: « Vous n'existez pas. Vous êtes à 4 % en intention de vote quand vous êtes tous ensemble... Quand vous êtes seule, il y a 10 % des Français qui veulent que vous ayez un

rôle important, y en a 90 % qui ne le demandent pas. **Moi, ça me rendrait modeste.** »

Darmon: « Excusez-moi, c'était en 2014 dans une revue qui s'appelle Charles, vous répondiez "Aujourd'hui j'ai les épaules suffisamment large pour être candidate à l'élection présidentielle". Vous-même vous avez abordé ce sujet. Donc ce n'est pas un sujet tabou. » Duflot tente de préciser quel sens elle donne à cette déclaration. Et:

— Elkabbach: « **Mieux vaut l'ego de Cécile Duflot qu'une éventuelle victoire de François Hollande.** »

— Duflot a à peine le temps de dire qu'elle va répondre « parce que vous ne me laissez pas parler ».

— Elkabbach (avouant ainsi qu'il répond à la place de Duflot): « Voilà la réponse! » Duflot reprend la question. Elle est immédiatement interrompue.

— Elkabbach: « **Les Narcisses n'ont jamais gagné tout seuls.** »

Duflot s'indigne de la brutalité de la question.

— Elkabbach: « Vous êtes directe avec nous. Alors on se permet aussi timidement d'être directs. »

Duflot rappelle qu'il y a déjà eu des candidats écologistes. Elle est aussitôt interrompue.

— Elkabbach: « **Oui ils ont fait perdre pas mal de fois.** »

Duflot tente de poursuivre.

— Elkabbach: « **Et vous avez vu combien ça fait? Et en même temps ça fait perdre, ça fait le Front national au deuxième tour.** »

Duflot tente d'expliquer ce qui, à ses yeux, fait monter le Front national. Elle est aussitôt interrompue.

— Elkabbach: « **Donc il peut y avoir Cécile Duflot contre Front National, avec sa force politique?** »

— Duflot: « Vous savez, le sarcasme... »

— Elkabbach: « Non. C'est une question. »

— Duflot: « Ce n'est pas une question. »

— Elkabbach: « Si, c'est une question. »

— Darmon: « Ça n'a rien de personnel. On vous questionne. »

Duflot déclare qu'elle ne sait pas s'il y aura un candidat et si elle sera candidate, qu'elle veut la victoire de l'écologie.

— Elkabbach: « **Donc mieux vaut la victoire de l'écologie que la victoire d'un candidat de gauche unie?** ». Et sans attendre la réponse: « Soyons clairs ». Une fois encore sans attendre la réponse: « Mais il peut être à l'intérieur d'une majorité, soutenir un candidat. » Duflot tente de répondre en parlant de l'accord de 2011.

— Elkabbach: « **Je ne dis pas Manuel Valls, on comprendrait qu'avec vos relations que vous avez avec lui, vous disiez non.** »

— Duflot tente de répondre à la question initiale. Puis: « Arrêtez avec Manuel Valls. Je vous ai déjà répondu. Mais même quand on vous répond, vous n'entendez pas ce qu'on vous répond [...] »

— Elkabbach: « **J'ai entendu. Je ne suis pas sourd.** »

Duflot évoque une dynamique qui serait en marche dans la société.

— Elkabbach: « **Où vous voyez la dynamique?** » Elle tente de répondre. Elle est interrompue par Elkabbach qui poursuit: « **La dynamique elle est Front national, malheureusement... ou pas.** » « Ou pas »: où l'on voit comment Elkabbach s'essaie à « l'objectivité »!

Elkabbach: « Vous avez répondu à des questions directes adaptées à votre propre style. » Ainsi s'achèvent les leçons d'interrogatoire dispensées par trois chiens de garde, sous la direction du meilleur d'entre eux: Jean-Pierre Elkabbach, surpris et révolté (voir encadré *supra*) qu'on envisage de lui limer les crocs.



LA « BANLIEUE » SELON M6

En cette période de bruit médiatique aux lendemains des attentats perpétrés contre Charlie Hebdo, mais aussi au moment où certaines thématiques favorites du Front national ont pignon sur rue, « Zone interdite », magazine d'information et de reportage de M6, a décidé de consacrer, le 19 avril 2015, une heure et quarante minutes d'antenne aux « zones sensibles ». Une heure quarante de clichés qui perpétuent une image désastreuse de « la banlieue », assez proche de la réserve de bêtes sauvages. Ce traitement médiatique biaisé de leurs quartiers a provoqué la résistance des habitants.

ENQUÊTE EN « ZONE INTERDITE »

Le ton du reportage diffusé sur M6 est donné dès l'introduction, en moins de deux minutes. Sur fond de musique angoissante, sont montrés de jeunes hommes trafiquant de la drogue, des parents convertis à l'islam faisant prier leurs enfants, ou encore un adolescent armé d'un revolver. La présentatrice donne alors le la de l'émission :

Il y a trois mois, après les attentats à Paris, Manuel Valls a employé des mots très forts pour décrire la France d'aujourd'hui : un pays divisé par l'« apartheid ». Une partie de la population serait mise à l'écart sans possibilité de s'intégrer. [...] Si certains habitants jouent la carte de l'intégration [on voit l'image d'un homme noir en costume], d'autres au contraire s'enferment dans leur communauté ethnique ou religieuse [on voit une femme noire qui danse en boubou]. Dans ces ghettos, une constante apparaît : l'absence des pères. Sans modèle, sans autorité, certains jeunes dérivent, et jusqu'au pire. Quartiers sensibles, le vrai visage des nouveaux ghettos.

Il ne faudra donc pas s'attendre à une analyse politique et sociale des « quartiers sensibles » puisque cette mise en bouche annonce un plat amer : la distribution de bons et de mauvais points symboliques entre ceux qui « jouent la carte de l'intégration », et les autres qui « s'enferment dans leur communauté ethnique ou religieuse ». Les mots « communauté » et « communautarisme » seront d'ailleurs prononcés pas moins de douze fois en 1 h 40 ! Car il va de soi, suppose insidieusement l'émission, que seuls les étrangers ou les « immigrés de xième génération » (paradoxal statut symbolique) se tournent vers leur « communauté ». Et cela ne fait pas de doute que l'« enfermement » dans une communauté relève d'un choix individuel, et ne répond pas à des assignations sociales... ou médiatiques !

« REPLI COMMUNAUTAIRE »

Le reportage commence à Roubaix, où l'on apprend que « les habitants des quartiers se sentent discriminés » et qu'« à Roubaix, le repli communautaire semble être devenu une solution face aux problèmes d'emploi et de misère. Ce repli est tel que certains habitants se convertissent à l'islam ». Un



peu plus loin, on apprend qu'en s'éloignant du centre-ville, « les commerces communautaires se multiplient », puis un propriétaire de boucherie halal fait faire au reporter le tour des commerces « communautaires » du quartier.

Imaginons un instant les déclinaisons possibles de cette brillante manière de voir les choses : « Multiplication des bistrot français à New York, le « vivre ensemble » américain menacé » ; ou encore : « Ouverture de dizaines de crêperies rue de Brest : la communauté bretonne met en danger la République ». Un habitant interviewé se défend donc : « C'est la société qui nous pousse au communautarisme, ce n'est pas nous qui le voulons, c'est la société qui nous pousse à ça. » Pas très difficile de deviner la question à laquelle il répond... Continuant sur son leitmotiv, la voix off affirme une minute plus tard que « le marché est aussi un endroit où les communautés s'affichent. Depuis peu, certains articles religieux ont pris place sur les présentoirs, comme ces voiles musulmans à dix euros ».

Après quelques minutes consacrées à filmer des jeunes récoltant des fonds pour la construction d'une mosquée, on retrouve la thématique favorite de « Zone interdite » : « À Roubaix et dans la métropole lilloise, l'appartenance religieuse a pris une place importante dans certains quartiers. Cette affirmation communautaire séduit de plus en plus d'habitants qui se convertissent à l'islam. » Les huit minutes suivantes seront consacrées à une famille convertie à l'islam.

En définitive, sur 28 minutes accordées à Roubaix, si l'on ne prend pas en compte toutes les autres (et nombreuses) évocations de la religion parsemant le reportage, c'est plus d'un quart de l'enquête qui est consacré à l'islam. Ce rôle central accordé à la religion dès le début d'un reportage portant, rappelons-le, sur les « quartiers sensibles » et non sur la religion, n'est évidemment pas anodin. L'espace médiatique est ainsi occupé par la religion, perçue comme un « problème », plutôt que d'être centré autour du chômage, des services publics, des associations, de l'exclusion scolaire, des discriminations raciales, etc. Et pourtant, une critique des médias est distillée par l'une des musulmanes interrogées qui, tendant un numéro de *Valeurs actuelles* (flouté), dénonce l'image des musulmans véhiculée par certains médias.

On retrouve notre thématique un peu plus loin, dans une partie consacrée aux trafics de drogue – autre aspect de la vie quotidienne et sociale des gens « des quartiers »... Après avoir donné brièvement (puis repris précipitamment) la parole aux « jeunes », qui ont l'honneur d'être sous-titrés tels des étrangers, alors qu'ils parlent un français tout à fait compréhensible, la voix off nous renseigne ainsi : « *Pourtant, il y a des opportunités à Évreux, mais les rares cas de réussite sont communautaires.* » Puis, quelques secondes plus tard : « *Le pouvoir politique ne semble pas avoir pris en compte la montée du communautarisme que l'on constate aujourd'hui dans les quartiers.* »

Plus loin, aux Mureaux, on nous martèle que les familles les plus pauvres, restées dans un quartier promis à la destruction faute de solution de relogement, « *se sont repliées sur elles-mêmes* », et que les gens y « *vivent presque exclusivement entre eux* ». Les questions posées à une femme noire portent à nouveau sur son appartenance « communautaire », comme l'indique sa réponse : « *On vit en communauté, il y a la communauté africaine [...]. Ce n'est pas notre choix, on nous a obligés à faire ça.* » À nouveau, ces « communautaristes » noirs sont sous-titrés...

« ABSENCE DU PÈRE »

Vient ensuite le (long) chapitre de psychologie de bas étage. Les problèmes

des « quartiers sensibles » seraient en (grande) partie dus à l'absence généralisée de père. Sans statistiques à l'appui¹, on apprend ainsi que « *dans les quartiers, de nombreux pères n'assument pas leur rôle de parent. La figure d'autorité à la maison c'est alors bien souvent la mère. [...] Quel est l'impact d'absence de père sur ces enfants? Comment se construisent-ils sans cette autorité?* » Peu avant, on entendait que le « *père attentif, [est en banlieue] un exemple trop rare* ». En plus du sous-entendu sexiste de tels propos, cette analyse n'est à nouveau politiquement pas anodine. Elle laisse à penser que les problèmes de « la banlieue » ne sont pas avant tout politiques et économiques, mais d'ordre psychologique et trouvent leurs causes dans la « perte de repères » familiaux.

À Marseille, le mépris de classe pour ces parents des milieux populaires qui, décidément, ne savent pas éduquer leurs enfants, n'est même plus dissimulé : « *Il est 18h30, les jeunes traînent, les parents, eux, sont invisibles.* » Les parents sont même accusés de « *ferm[er] les yeux* » sur le trafic de drogue. Enfin le journaliste explique que derrière les jeunes, « *il y a des parents, des parents qu'il faut écouter, comprendre, mais aussi parfois rappeler à l'ordre* ». Puis il déplore qu'au stage de responsabilité parentale assigné par la justice auquel il a l'occasion d'assister, sur 22 familles convoquées, seules 10 soient venues, représentées par les seules mères. Le registre est le même dans une question posée à une femme de Bobigny : « *Cinq enfants, ça peut paraître beaucoup de nos jours, surtout pour quelqu'un qui ne travaille pas, t'as jamais pensé à prendre la pilule?* » Puis, face à une organisation de vie qui visiblement le dépasse complètement, le journaliste demande : « *Est-ce que les cinq enfants étaient désirés?* » La violence de l'interrogatoire se passe de commentaire. De même que celle de cette ultime allégation, concluant un passage sur un jeune délinquant : « *Un père absent, une mère qui baisse les bras, Loan n'a personne à admirer.* »

Ainsi, après la stigmatisation du « communautarisme », ce sont les mauvais parents, ces pères et ces mères des classes populaires incapables d'élever leurs enfants, qui sont pointés du doigt et vus comme les causes des problèmes

des banlieues. Et la présentatrice de conclure, après ces 100 minutes d'images insolites : « *On vient de voir la dérive de ces jeunes, sans pères, sans repères, sans horizon. Alors que faire pour enrayer la violence et le repli communautaire?* »

LA RÉSISTANCE DES HABITANTS CONTRE M6

Ce genre de reportage constitue de véritables attaques symboliques contre les quartiers populaires. Non parce qu'ils traitent d'aspects de la vie qui posent problème dans ces lieux (drogue, délinquance...), mais parce que sous prétexte de parler des quartiers populaires, ils ne traitent que de (certains de) leurs problèmes, et sur un mode suintant le paternalisme. Face à cela, des habitantes et habitants des quartiers filmés ont réagi : les Jeunes Communistes des villes de Bobigny et Drancy ont déposé plainte, lundi 20 avril 2015, auprès du procureur du TGI de Bobigny. Le « fixeur² » employé par les journalistes pour entrer dans les quartiers filmés dans le reportage a lui aussi décidé de porter plainte. Des habitants d'Évreux ont quant à eux pris l'initiative d'une pétition pour demander des excuses à M6. Des articles publiés sur Internet ont aussi critiqué l'émission.

Accusée d'avoir pris de nombreuses libertés avec la réalité, la direction de M6 s'est défendue avec précision et élégance : « *Le magazine a fait son travail en montrant la vérité et si la vérité dérange, ce n'est pas de notre faute.* » De deux choses l'une : soit elle n'assume pas et couvre un magazine racoleur censé apporter de l'audimat, soit, plus probablement, elle pense que ce qui est montré dans son reportage est « la vérité ». C'est dire alors la vision des quartiers populaires qui domine dans cette rédaction.

[1] On apprendra seulement qu'à Bobigny une famille sur cinq (donc 20 %) est « officiellement » monoparentale, mais qu'« officieusement », ce serait beaucoup plus (sans qu'aucune source ne soit citée). Pour information : en France, 22 % des familles avec enfants sont monoparentales.

[2] Les « fixeurs » sont employés par les journalistes en terrain de guerre et... en banlieue. Ils aident les journalistes à trouver des repères dans un terrain dans lequel ils n'ont jamais mis les pieds, n'étant pour leur immense majorité pas issus des quartiers populaires.

MICHEL MAFFESOLI, « EXPERT » SOCIOLOGIQUE DE PACOTILLE

Sociologue professionnel ou, plutôt, détenant les titres et les positions académiques permettant de se présenter comme tel, Michel Maffesoli est un habitué des plateaux de télévision, des studios radiophoniques, ainsi que des colonnes de la presse écrite où il est régulièrement invité à s'exprimer en tant qu'expert des « évolutions sociétales » et de la « postmodernité ». Déjà fortement contesté au sein de la profession, un canular monté par deux de ses collègues sociologues et rendu public le 7 mars dernier, attestait une nouvelle fois du peu de consistance et de rigueur, c'est un euphémisme, de ses analyses sociologiques. Disqualifié scientifiquement, Michel Maffesoli, devrait en toute logique l'être aussi médiatiquement. Pourtant, vu le fonctionnement ordinaire du petit monde de l'expertise médiatique, tout porte à croire qu'il n'en sera rien...

UN PIÈTRE SCIENTIFIQUE

L'article publié le 7 mars 2015 par Manuel Quinon et Arnaud Saint-Martin, intitulé « Le maffesolisme, une "sociologie" en roue libre. Démonstration par l'absurde », ne fut pas une surprise. Les auteurs y expliquent avoir présenté à la revue *Sociétés*, affiliée au laboratoire de recherche que dirige Michel Maffesoli, un « article-canular », « dénué de tout fondement empirique et de toute consistance théorique », intitulé « Automobilités postmodernes : quand l'Autolib' fait sensation à Paris ». L'article, qui singe jusqu'à l'absurde la rhétorique et le lexique « maffesoliens¹ », fut publié dans la revue après un processus d'évaluation indigent².

Cette mésaventure n'est que le dernier épisode en date d'une longue série de polémiques et de mises en cause du sérieux du travail sociologique de Michel Maffesoli. Ses écrits articulés autour des notions de « tribus », de « nomadisme » et de « postmodernité », étaient considérés depuis bien longtemps comme fantaisistes par la plupart des chercheurs en sciences sociales. En 2001, il provoquait l'ire d'une grande majorité de la communauté des sociologues en permettant à l'astrologue Élisabeth Teissier, de soutenir une thèse de sociologie portant sur... l'astrologie.

Discrédité scientifiquement, l'expert Maffesoli ne brille pas non plus par son indépendance. En 2010, Acrimed relève qu'un auditeur l'avait pris en flagrant délit de conflit d'intérêts alors qu'il venait débattre des « apéros Facebook » sur France inter, tout en étant conférencier pour la fondation Paul Ricard... Pis, en 2011 c'est la présomption de neutralité et d'objectivité de notre « expert » qui vole en



éclats lorsqu'il commet aux éditions Albin Michel un ouvrage intitulé *Sarkologies. Pourquoi tant de haine(s)?*, qui relève plus du panégyrique du Président en fonction et du pamphlet ultraréactionnaire que de l'essai de l'intellectuel engagé. On peut notamment y lire, entre autres joyusetés, des expressions comme : « la nappe phréatique que sont les masses populaires » (p. 17); « l'enfermement dogmatique d'origine syndicale qui opprime le corps social, [...] même en Europe, la France fait toujours figure de retardataire, qui pratique encore des horaires stricts, dédiant le jour au travail et la nuit au sommeil » (p. 84); Nicolas Sarkozy aurait voulu et contribué à « réenchanter

le monde » et « améliorer le vivre-ensemble » (p. 83); à l'opposé de « l'apogée que fut la fin du XIX^e siècle sous la forme de l'occidentalisation du monde par l'exportation de ses valeurs, [...] l'orientalisation du monde [consisterait en un] ensauvagement, c'est-à-dire un retour de la part animale de l'homme » (p. 147-148). Rien que ça.

UNE STAR MÉDIATIQUE

Ainsi, si les médias sélectionnaient leurs experts en fonction de leur seule crédibilité scientifique et intellectuelle, cela ferait bien longtemps que nous aurions été privés des élucubrations de Maffesoli... Pourtant, une simple recherche dans « Google actualités » permet de constater qu'il n'en est rien. Trois de ses derniers ouvrages parus en 2014 (un pamphlet, *Les nouveaux bien-pensants*, avec Hélène Strohl, Éditions du Moment; un ouvrage sociologique, *L'ordre des choses: Penser la postmodernité*, CNRS Éditions) et début 2015 (un essai, *Le Trésor caché. Lettre ouverte aux francs-maçons et à quelques autres*, Léo Scheer) ont donné lieu à des recensions ou à des interviews dans nombre de titres de la presse nationale et régionale. Peu de sociologues, et même de chercheurs en sciences sociales peuvent en dire autant...

Sa présence dans les médias ne se limite pas à cette très généreuse attention prêtée à ses publications. Michel Maffesoli, en tant que prophète d'un futur déjà là, est l'interlocuteur attiré des nombreux journalistes à la recherche perpétuelle de nouvelles « tendances sociétales ». Par exemple, le 2 janvier 2013, lorsque *Le Républicain lorrain* cherche à mettre en perspective la nouvelle année qui débute c'est « *Le sociologue Michel Maffesoli, spécialiste de la postmodernité, [qui] donne son éclairage* »; le 20 février 2014, il est dans l'émission de France info « Un monde d'idées » pour annoncer qu'« *Il nous faut réinventer de nouvelles valeurs* »; le 24 mars 2014, il distille ses « *conseils innovants aux créateurs de start-up* » dans *Challenge*; le 10 juillet 2014, il est interviewé dans *L'Écho républicain*

pour dissenter sur « *Les tribus urbaines, "une nouvelle façon d'être ensemble"* », etc.

Pour ce qui est de ses prestations dans les médias audiovisuels, une rapide recherche qui ne prétend en aucune manière à l'exhaustivité montre que les journalistes et les présentateurs sont aussi généreux en invitations que Michel Maffesoli semble disposé à se rendre disponible. Sur France inter, par exemple, la page qui lui est consacrée ne recense pas moins de sept invitations dans des émissions différentes depuis 2011; sur France culture, l'hospitalité, après avoir tourné à plein entre 2007 et 2010, semble s'être tarie depuis 2012, mais la station de service public compense en diffusant sur plus. franceculture.fr, son « web campus », la plupart des conférences données par Maffesoli dans le cadre de la « Fondation d'entreprise Ricard »; on peut aussi, à l'occasion, retrouver sa trace sur Radio courtoisie. La télévision n'est pas en reste puisque Maffesoli apparaît comme l'un des invités les plus fréquents de Frédéric Taddei dans « Ce soir ou jamais » sur France 3 puis France 2, et qu'on le voit apparaître dans des programmes aussi différents qu'un débat portant sur « l'intégration » avec Michèle Tribalat en février 2014 sur I-télé, ou que l'émission « Zemmour et Naulleau » sur Paris Première dont il fut l'invité en février 2015.

À tout ceci s'ajoutent ses activités (intenses)... d'éditorialiste. Michel Maffesoli signe en effet un tel nombre de tribunes sur *Atlantico*, *Le Figaro* et *Le Point*, et sur des sujets « d'actualité » si brûlants, que l'on peut sans peine lui attribuer ce titre – qu'on en juge à travers ces quelques exemples: « Michel Maffesoli: mensonge de Taubira, de la gauche morale au cynisme d'État »; « Michel Maffesoli en "divergent accord" avec Éric Zemmour »; « Houellebecq a raison, les Lumières sont éteintes »; « Un mois après l'élan du 11 janvier: ce qui n'a (toujours) pas été dit, ce qu'on devrait laisser dire »; toujours à propos des manifestations du 11 janvier, « Michel Maffesoli: rites piaculaires »; « De Riyad à Paris, à la

rencontre des ennemis acharnés de la Saint Valentin »; etc.

Le décalage, pour ne pas dire le gouffre, entre le crédit dont Michel Maffesoli jouit dans les médias et celui qui est le sien au sein de la communauté scientifique, aussi atterrant soit-il, ne devrait pas étonner outre mesure. Après tout, de mystérieux « synergologues » semblent en passe de devenir les nouvelles coqueluches de l'analyse politique dans les médias³...

Et Bernard-Henri Lévy lui-même n'est-il pas présenté comme philosophe sans avoir produit aucun concept philosophique reconnu comme tel par ses confrères, et n'a-t-il pas lui aussi été piégé par un canular littéraire (la célèbre « affaire » Jean-Baptiste Botul, du nom d'un philosophe fictif, auteur d'une œuvre gaguesque sur Kant abondamment et très sérieusement citée par BHL dans un de ses pensums) tout en demeurant malgré tout l'incarnation indépassable de l'intellectuel médiatique? On ajoutera qu'en troquant habilement un nœud papillon du plus bel effet contre la chemise savamment déboutonnée de son illustre confrère philosophe, Michel Maffesoli offre une image alternative de l'intellectuel dandy, à la fois rassurante et séduisante pour les journalistes en mal de stéréotypes germanopratsins... On ne voit pas dans ces conditions en quoi le récent et énième incident de parcours scientifique de Michel Maffesoli devrait entraver en quoi que ce soit son impeccable carrière médiatique!

[1] Dans le vrai-faux article on apprend ainsi, entre autres, que l'Autolib serait « un indicateur privilégié d'une dynamique macrosociale sous-jacente: soit le passage d'une épistémê "moderne" à une épistémê "postmoderne" ». Voilà qui méritait bien une publication dans une revue de sociologie...

[2] Mauvais joueur, Maffesoli explique, dans une interview au Monde.fr (18 mars), que le canular a été en réalité « instrumentalisé par quelques vieux caciques de la sociologie réglant, par personnes interposées, des comptes ». Un moyen commode, chacun l'avouera, de se défaire de ses responsabilités...

[3] Voir *Médiacritique(s)* n° 12, « La nouvelle expertise politique », p. 9-11.

LE MONDE MONTRE À LA GRÈCE LA VOIE DE LA RÉFORME

Le 25 janvier 2015, Syriza obtenait une victoire historique aux élections législatives grecques. Prônant l'abandon des plans d'austérité et une restructuration de la dette, le nouveau gouvernement n'a pas tardé à entamer des négociations avec ses créanciers européens. Elles se poursuivent aujourd'hui, malgré un accord intermédiaire – et temporaire – obtenu le 20 février. À l'inflexibilité des institutions et gouvernements européens sur l'application des mesures de rigueur, le gouvernement grec oppose son refus de revenir sur l'ensemble de son programme. Cette confrontation parfois tendue n'a pas manqué de susciter analyses et commentaires dans la presse... non sans quelques partis pris, plus ou moins explicites. Exemple d'abord au Monde, jamais en reste pendant la campagne électorale pour dénoncer « l'irresponsabilité » de la remise en cause par Syriza des réformes « indispensables » imposées par les créanciers de la Grèce. Quid de sa ligne éditoriale après le scrutin ?

« LA GRÈCE DÉPEND DE L'UE, PAS LE CONTRAIRE »

Le Monde semblait, au lendemain des élections grecques, avoir mis de l'eau dans son vin. Finies les élucubrations droitières d'Arnaud Lebarmentier, pour qui « nous allons continuer de nous ruiner pour les Grecs », lesquels, d'ailleurs, « refusent de payer des impôts ». Il s'agit désormais de « négocier avec Alexis Tsípras » comme le suggère le titre de l'éditorial du 26 janvier. Mais pour négocier, il faudra que le Premier ministre grec se conforme au parti pris du Monde: Tsípras aurait « promis de raser pas cher »? « Il va devoir atterrir » car « la Grèce dépend de l'UE, pas le contraire ». Et de conclure en souhaitant amicalement « bonne chance » à Tsípras pour « procéder à un ajustement politique » et revenir sur son programme « bien peu réaliste ».

L'effort de pédagogie du « quotidien de référence » ne s'arrête pas là. Le 20 février, face à la menace d'une crise financière et d'une cessation de paiement, le gouvernement grec accepte de prolonger pour quatre mois le programme européen de financement de la Grèce. En échange, il s'engage, entre autres, à ne pas prendre de « mesures unilatérales » sans l'accord de ses créanciers. Pour Le Monde, il s'agit « d'un retour à la dure réalité »: c'est l'illustration que la Grèce doit « se plier à un minimum de règles » si elle veut rester dans la zone euro. Si Le Monde s'émeut des « mesures d'austérité d'une terrible sévérité prises ces dernières années », il se garde bien d'expliquer pourquoi les règles de la bienséance stipuleraient qu'il est impossible de les remettre en cause. Par contre, il

s'engage à « appuyer sans arrière-pensées » Alexis Tsípras si celui-ci devait perdre le soutien populaire et celui de la gauche de la gauche en continuant à donner « des gages de sérieux et d'une authentique volonté réformatrice ». Est-ce donc cela, le rôle du Monde: servir de béquille libérale de fortune pour gouvernement impopulaire ayant trahi ses électeurs?

Mais la pédagogie n'est pas le seul talent du Monde. Fin médecin de l'économie, le quotidien fait part de son diagnostic dans l'éditorial du 17 mars: « La zone euro va mieux. Elle est en phase de sortie de maladie ». Vraiment? « Tout serait en ordre [...] Tout, sauf si l'affaire grecque – encore et toujours – tourne mal. » Il semblerait en effet que le gouvernement grec n'ait pas suivi les bonnes recommandations du Monde. « Les Grecs auraient dû avoir pour priorité de se mettre bien avec Berlin, de convaincre les Allemands de la sincérité réformatrice d'Athènes. Hélas, c'est le contraire qui s'est passé. » Mais le quotidien a l'optimisme chevillé au corps, et des vocations d'entremetteur: rien n'est perdu, Tsípras peut encore accepter le calendrier de réformes sans « perdre la face » et se raccommode avec Berlin et Bruxelles. « C'est affaire d'habillage politique et de bonne volonté. Entre partenaires et adultes consentants, cela devrait être possible. »

« ON TE COMPREND, TU DOIS COMPRENDRE COMMENT L'EUROPE MARCHE »

En réalité, les différends entre la Grèce et ses partenaires européens seraient avant tout la conséquence de la

naïveté et de l'inexpérience du gouvernement grec : c'est en effet la thèse que développe *Le Monde* dans un long article publié le 28 mars, intitulé « *Le rude apprentissage européen de la Grèce* ». Aléxis Tsípras, qui « *n'a toujours pas de cravate, mais un costume bien taillé* » note le journaliste, bienveillant et attentif aux détails décisifs, aurait « *pris des cours accélérés d'Europe* » auprès d'Angela Merkel, de François Hollande ou encore de Mario Draghi ou de Jean-Claude Juncker, lors d'un sommet organisé le 19 mars à Bruxelles.

« *Tout le monde est prêt à l'aider* » rapporte *Le Monde*, « *mais pas à signer un chèque en blanc* ». Et les dirigeants européens ne ménagent pas leurs efforts : « *Ils ont fait de la pédagogie, à l'allemande, à la française, à la Draghi. Ils voulaient faire passer le message: on te comprend, tu dois comprendre comment l'Europe marche* », selon les propos d'un ministre français. Comment dire non à de tels professeurs ? « *Hollande est bienveillant et Merkel pragmatique, comme toujours. Elle insiste, comme le président français, sur la nécessité de respecter les règles* », note *Le Monde*.

La leçon se serait poursuivie à Berlin le 23 mars lors de l'entretien entre Tsípras et Merkel, qualifié d'« *examen* » où, crayon à la main, la chancelière allemande aurait passé en revue « *les mesures signées entre la Grèce et la "troïka" [...] en lui demandant ce qu'il veut garder ou modifier* ». Et le quotidien de conclure que cette « *leçon d'Europe semble avoir profité à Aléxis Tsípras* » qui aurait « *pris goût à Berlin* ». Mais méfiance : « *Une minorité agissante de ministres grecs appelle toujours à la résistance face aux exigences européennes. Au risque de relancer la crise de nerfs entre l'Europe et la Grèce.* »

Le Monde prendrait-il ses désirs pour des réalités en peignant le portrait d'un Aléxis Tsípras « *bon élève de l'Europe* » en voie de normalisation ? C'est ce que semble indiquer un article de *La Tribune* publié le



20 avril : depuis le 1^{er} avril, Tsípras refuse de présenter de nouvelles listes de réformes à l'Eurogroupe. Le gouvernement grec aurait pris plusieurs mesures qui semblent indiquer qu'il se prépare à prendre le risque d'un défaut. Une manière de renvoyer la balle dans le camp des institutions et gouvernements européens, qui devraient ainsi désormais assumer les conséquences de leur inflexibilité en cas de défaut grec. Cette situation conflictuelle contraste avec le conte de fées paternaliste et condescendant du quotidien de référence, dans lequel le gentil gauchiste inexpérimenté, en dépit de l'influence de ses mauvaises fréquentations, serait convaincu des bienfaits des réformes par l'action de bienveillants Européens.

Au grand dam du *Monde*, Aléxis Tsípras n'a pas « *atterri* », et il semble que le gouvernement grec soit déterminé, du moins pour le moment, à faire mentir le « *quotidien de référence* ». Et quand bien même ce ne serait pas le cas, la question reste la suivante : *Le Monde*

va-t-il, quant à lui, « *atterrir* » ? Nous ne reviendrons pas ici sur les prêches libéraux de son éditocrate maison Arnaud Leparmentier, qui interdit toute critique de la politique de Mario Draghi (voir, dans ce numéro, l'article consacré à l'interview de Cécile Duflot au « *Grand Rendez-vous* ») ; et pour qui la France, pays « *plus socialiste que jamais* », « *étouffe sous l'impôt et la dépense publique* ». Mais comment un journal qui se veut « *de référence* » en est-il arrivé à disposer de si peu de recul critique qu'il s'en tienne, en matière de politique européenne, à répéter comme un perroquet les positions des « *Européens* », c'est-à-dire, dans la novlangue médiatique, des dirigeants européens ? Pour les éditorialistes du *Monde*, il semble qu'il soit désormais impossible d'envisager seulement qu'on puisse penser autrement, sinon à mériter, comme Aléxis Tsípras, de pénibles « *leçons d'Europe* ». *Le Monde* n'est sans doute pas le seul journal dans ce cas. Mais peut-être que le prestige dont il se revendique encore, avec une grande suffisance, rend-il par contraste plus visible la médiocrité de ses analyses en matière de politique européenne.

LIBÉ: LA LIGNE BRUXELLES-QUATREMER NE FAIT PAS L'UNANIMITÉ

Grèce, suite: après Le Monde, penchons-nous maintenant sur Libération, qui a l'intéressante particularité de compter comme correspondant à Bruxelles Jean Quatremer, éminent expert du « mal grec », déjà évoqué dans le précédent numéro de ce magazine.

Autant le dire tout de suite: la ligne éditoriale du quotidien ne se confond pas avec les positions de Jean Quatremer. Un fossé semble parfois séparer les articles du correspondant de *Libération* à Bruxelles, qui se placent nettement du point de vue des créanciers de la Grèce, et d'autres articles plus critiques à l'égard des institutions européennes, comme ceux de Maria Malagardis, qui écrit régulièrement dans le quotidien en tant qu'envoyée spéciale à Athènes.

DEUX APPROCHES ?

Sur la période du 25 janvier au 25 avril, les deux journalistes se répartissent l'essentiel des articles sur la Grèce dans le quotidien (une quinzaine d'articles chacun). Et il suffit, pour commencer, de jeter un premier coup d'œil aux titres de leurs derniers articles pour constater que leurs approches diffèrent.

Jean Quatremer semble prendre un malin plaisir à décrire, depuis Bruxelles, l'isolement du gouvernement grec :

- « Athènes de plus en plus isolé face à ses créanciers » (20 avril);
- « À Bruxelles, l'évidence du respect des traités » (17 avril);
- « UE: le gouvernement Tsípras déjà dos au mur » (30 mars);
- « Aléxis Tsípras cerné par les dirigeants européens » (20 mars);
- « Athènes fléchit, Bruxelles valide » (24 février).

Les articles de Maria Malagardis, souvent écrits depuis Athènes, font davantage écho au point de vue des Grecs :

- « En Grèce, l'impression d'être saigné par l'UE » (17 avril);
- « Yánis Varoufákis, l'enlèvement du bel Hellène? » (25 mars);

« Tsípras-Merkel: le tête-à-tête des entêtés » (22 mars);

« Aléxis Tsípras passe la première à fond à gauche » (9 février);

« Un "coup d'État financier" qui ne passe pas en Grèce » (5 février).

Il serait réducteur d'y voir une simple différence d'angle liée aux rôles respectifs des deux journalistes (envoyée spéciale à Athènes/correspondant à Bruxelles). De claires divergences d'appréciation apparaissent sur de nombreux aspects, par exemple s'agissant du ministre des Finances Yánis Varoufákis.

Dans un article publié le 18 février, Jean Quatremer relate une altercation entre le « massif ministre grec des Finances au physique à la Bruce Willis » et le président de l'Eurogroupe: « "Menteur!" hurle Yánis Varoufákis, fou de rage. Jeroen Dijsselbloem, habitué à la courtoisie qui règne habituellement au sein du club des ministres des Finances de la zone euro, est livide. »

Les propos d'un témoin de la scène achèvent de faire passer le ministre grec pour une brute épaisse: « C'était incroyable. On a vraiment cru qu'ils allaient en venir aux mains. » Suite au démenti de Yánis Varoufákis dans une interview au *Financial Times*, Jean Quatremer sera amené à publier une mise au point. Un épisode représentatif de la manière peu flatteuse dont Quatremer dresse le portrait du ministre grec au fil de ses articles. Dans un article consacré à Varoufákis, Maria Malagardis décrit quant à elle une personnalité plus contrastée, évoquant les polémiques dont il fait l'objet, mais aussi sa grande popularité auprès de la population grecque.

Mais les divergences portent surtout sur le rôle des institutions européennes. D'un côté, les reportages de l'envoyée spéciale à Athènes de *Libération* relaient les interrogations, voire la colère, de la population grecque à l'égard des dirigeants européens; de l'autre les articles de Jean Quatremer se placent d'emblée du point de vue de Bruxelles, et citent presque exclusivement les responsables européens comme s'ils étaient des observateurs neutres de la situation. On trouve ainsi dans ses articles, pêle-mêle, des citations de Pierre Moscovici (« *Le gouvernement grec ne propose aucune réforme articulée* »), de Wolfgang Schäuble (dénonçant « *l'irresponsabilité* » du nouveau gouvernement grec), de diplomates européens (« *Les Grecs aimeraient bien qu'on les finance à l'aveugle* ») ou encore de plus mystérieuses « *sources bruxelloises* » (Athènes « *reste très loin du compte de ce qu'il y a à faire* »).

Côté grec, les citations se comptent sur les doigts de la main... et elles ne sont pas vraiment à l'avantage du gouvernement grec. Ses membres sont présentés comme des provocateurs, à travers le portrait d'un Yánis Varoufákis « *méprisant* », ou les propos du ministre de la Défense grec qui aurait menacé de donner des papiers aux immigrés clandestins pour qu'ils se rendent « *à Berlin* ».

Et lorsque Jean Quatremer se fait fort de raconter les coulisses des tractations entre la Grèce et l'Eurogroupe, il s'en tient au récit... de Pierre Moscovici, commissaire européen, et de Michel Sapin, ministre français des Finances: « *On va vous aider, pas vous étrangler, mais il faut atterrir* »; « *Varoufákis est trop narcissique, pas assez*

respectueux de ses partenaires. Dire que l'Eurogroupe est composé de technocrates n'a aucun sens » (Pierre Moscovici). « Il a trop insisté sur le malheur du peuple grec alors que tout le monde a l'impression de tenir à bout de bras ce pays depuis cinq ans » ; « La politique de Syriza devra s'inscrire dans les règles acceptées par les gouvernements précédents » (Michel Sapin).

Jean Quatremer s'applique ainsi dans ses articles à ne pas donner explicitement son point de vue et garder une apparence de neutralité. Mais ce jeu de marionnettiste a ses limites. Il apparaît clairement, à la lecture de ses articles, que le choix de ses citations relève d'un certain parti pris, pour ne pas dire d'un parti pris certain.

« L'EUROPE, UN DÉNI DE DÉMOCRATIE ? »

La divergence de point de vue entre Jean Quatremer et Maria Malagardis apparaît au grand jour dans l'édition de *Libération* du week-end du 18 et 19 avril. Les deux journalistes signent deux tribunes en deuxième et troisième page du quotidien. Ils répondent à la question « L'Europe, un déni de démocratie ? » qui pourrait se traduire par : « L'attitude des institutions européennes dans les négociations avec la Grèce constitue-t-elle un déni de démocratie ? »

Fidèle à lui-même, Jean Quatremer reprend à son compte, dans sa réponse, la citation d'un responsable européen en la personne de Jean-Claude Juncker : « Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens. » Voici donc le point de vue du correspondant à Bruxelles de *Libération* : la légitimité démocratique du gouvernement grec se heurte à la légitimité des institutions européennes. Or celle-ci est supérieure à celle des gouvernements nationaux, les États l'ont accepté en signant les traités européens. Le gouvernement grec n'aurait donc qu'un seul choix, celui d'un « compromis douloureux ».

Maria Malagardis évoque quant à elle les ratés d'une politique d'austérité injuste et inefficace, largement dictée par Bruxelles et le FMI, et le soutien populaire encore vivace au gouvernement de Tsípras dans son opposition aux exigences de ses créanciers. Et de citer la revue américaine *Foreign Policy* : « Il ne faut pas oublier que les représentants de la zone euro sont largement responsables des souffrances endurées par les Grecs ces cinq dernières années. En augmentant leur endettement en 2010 pour sauver les banques françaises et allemandes. »

Nous avons déjà évoqué dans un précédent article les louvoiements des éditoriaux de Laurent Joffrin pendant les élections grecques. Au lendemain de la victoire électorale de Syriza, le directeur de la rédaction de *Libération* soufflait à nouveau le froid et le chaud à propos de l'allègement de la dette grecque. « La revendication du Premier ministre

EDITORIAL
de LAURENT JOFFRIN

Stupidité

Il y a une stupidité à dire que le gouvernement grec est responsable de la crise. Les technocrates de l'Eurogroupe ont imposé des règles de jeu qui ont conduit à la situation actuelle. C'est à eux de trouver des solutions.

A Athènes, le gouvernement Tsípras estime que son mandat électoral prime sur ses engagements envers l'UE. « Libé » débat en interne et donne la parole à cinq experts.

L'Europe, un déni de démocratie ?

NON
A Bruxelles, l'évidence du respect des traités

OUI
En Grèce, l'impression d'être saigné par l'UE





grec n'a rien d'extravagant », affirmait-il, « L'Europe doit le comprendre et négocier au mieux des intérêts de ce pays qui, au bout du compte, sont aussi les siens ». Mais dans le même temps, il mettait en garde « les croisés de l'effacement des dettes » de ce que la facture serait, en définitive, payée par les contribuables européens¹.

Dans l'édition des 18 et 19 avril, le mouvement de balancier de Laurent Joffrin semble pencher en faveur de Maria Malagardis. Il reconnaît à Jean Quatremer que « les responsables européens ont tous les arguments de principe pour eux : les traités de l'Union, [...] les aides produites à la Grèce par l'Europe depuis de longues années, la légitimité démocratique des gouvernements de l'UE ». Mais il ajoute : « Tous les arguments, sauf un : l'intelligence. » Il fustige ensuite le traitement « stupidement brutal » imposé à la Grèce par l'UE, qui « ne peut continuer dans cette voie ». Décidément, la « ligne Quatremer » ne fait pas l'unanimité au sein de *Libération* !

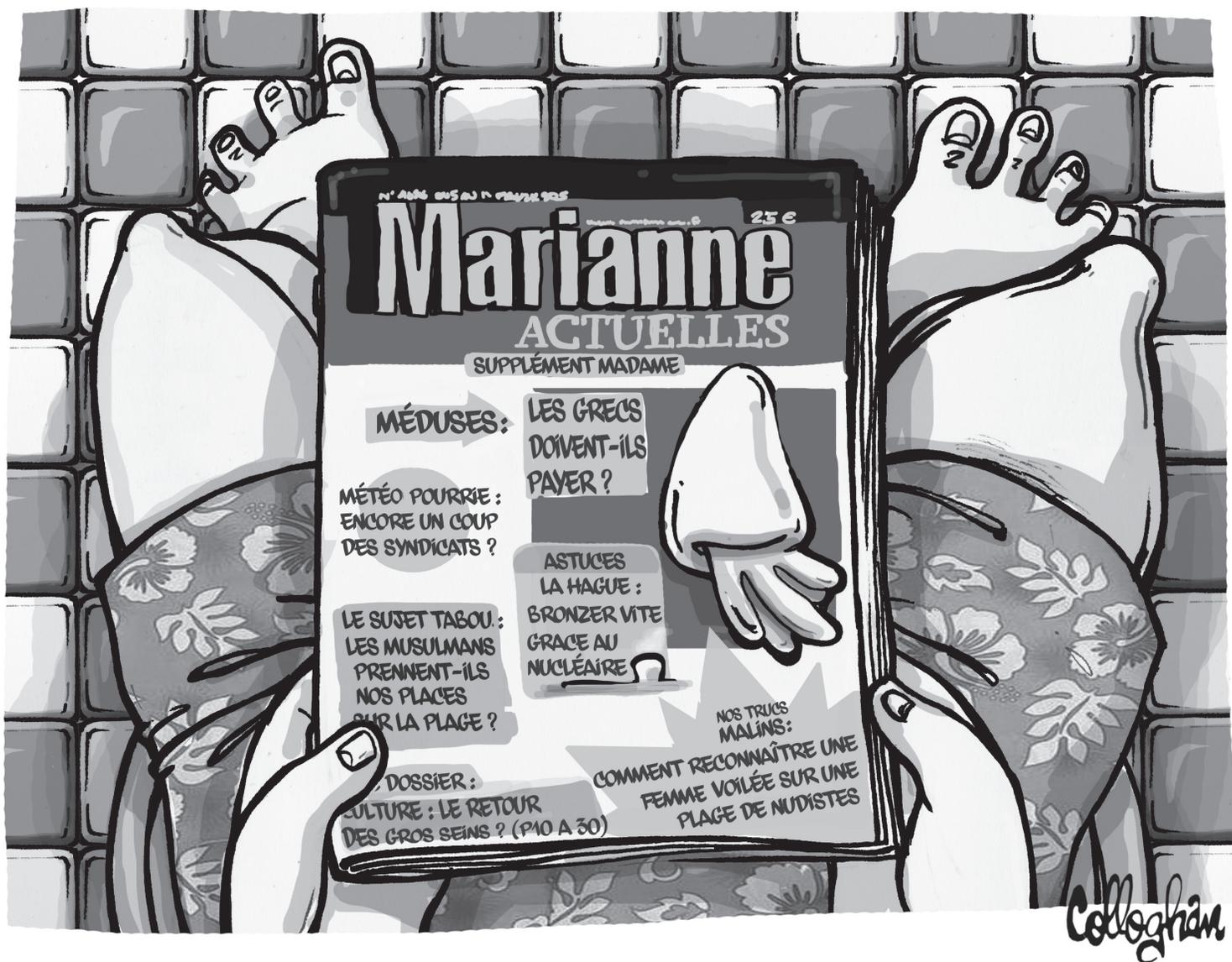
Jean Quatremer et Maria Malagardis ne sont pas les seuls journalistes à traiter de la Grèce à *Libération*², mais leurs divergences sont significatives. Elles témoignent de deux perceptions différentes de la crise grecque, mais aussi de démarches distinctes : d'un côté, un journalisme de coulisés qui se contente peu ou prou d'éditorialiser le discours officiel (ou officieux) des institutions européennes ; de l'autre, un journalisme de terrain, qui donne un éclairage sur la situation en Grèce, et s'efforce de prendre de la distance vis-à-vis du storytelling institutionnel. Fort heureusement, il existe encore, à *Libération*, des alternatives au journalisme « embarqué » de Jean Quatremer pour informer sur les enjeux européens.

[1] « L'addition totale, pour la France seule, peut se monter à 40 milliards d'euros. De quoi faire réfléchir les amateurs de solutions radicales. » Ce calcul, dont la presse et les chaînes de télévision se sont largement fait l'écho, sera pourtant remis en cause... y compris dans les colonnes de *Libération*.

[2] Nous aurions pu évoquer les articles de Pavlos Kapantais, correspondant à Athènes (cinq sur la période étudiée), les deux articles de Vittorio de Filippis, du service économie de *Libération*, ou encore les nombreuses tribunes publiées par le quotidien.

Comme chaque année, Acrimed vous offre un peu de détente avec:

LES JEUX DE L'ÉTÉ™



PARLEZ-VOUS LE

I. Philippe Val dans le texte

Tournée médiatique récente oblige, il nous a paru nécessaire de revenir sur quelques-unes des déclarations les plus mémorables de Philippe Val. À méditer sans modération sur les plages cet été!

Dans chaque rubrique, toutes les citations sont l'œuvre de notre chansonnier préféré, à l'exception d'une seule. Saurez-vous la retrouver?

1. Sur la sociologie, ou plutôt « le sociologisme »

- a) « Discours sur l'origine et les fondements du sociologisme »
- b) « Le sociologisme entretient une haine sociale qui transforme le débat démocratique en joute binaire et stérile »
- c) « Longtemps, le représentant du bien a été le “bon chrétien”. Désormais, c'est le “bon” sociologue, celui qui, devant chaque misère, accuse “le système”, celui qui incarne sans partage le bien »
- d) « Qu'il s'agisse de la réintroduction des ours, d'un licenciement à la Poste ou du meurtre de Juifs perpétré par un jihadiste dans une école, c'est le sociologisme qui, immanquablement, dit le bien et le mal, repris par les rédactions, les chroniqueurs, les humoristes, les parlementaires, sous les yeux de plus en plus indifférents des citoyens désespérés »
- e) « La sociologie, tout le monde croit la savoir »

2. Philosophie

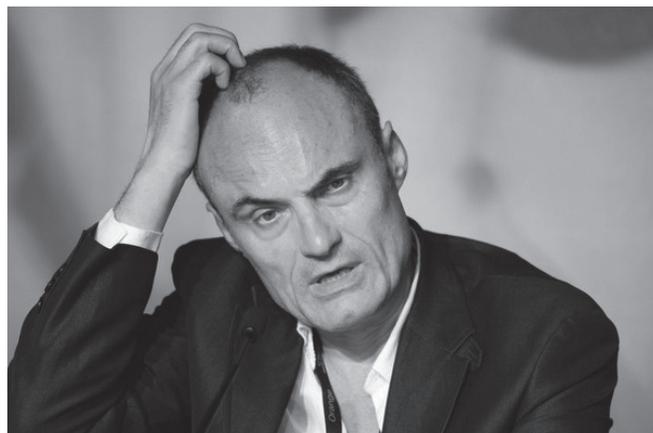
- a) « On n'a pas assez parlé de cette montée du fondamentalisme en France. On n'a pas assez tiré la sonnette d'alarme »
- b) « Il est évident que la critique est bonne et constructive, mais il ne faut pas qu'elle aille trop loin »
- c) « Et bien aujourd'hui, plus que jamais, il faut dire ce qu'on pense »
- d) « Le ridicule ne tue plus, il est même devenu un elixir de vie »
- e) « Internet, c'est la Kommandantur du monde ultra-libéral »

3. Titres d'ouvrages

- a) *Traité de savoir-survivre par temps obscurs*
- b) *Même pas drôle*
- c) *Malaise dans l'inculture*
- d) *Vingt ans de finesse*
- e) *Reviens Voltaire, ils sont devenus fous*
- f) *Les traîtres et les crétins: chroniques politiques*

4. Sur le journalisme

- a) « Nous sommes là pour donner une image lisse du monde »
- b) « Je suis très limité [...]. Je ne suis pas un grand analyste politique, je ne suis pas un professionnel du journalisme »
- c) « Le journalisme est une profession pleurnicharde »
- d) « Il y a toujours eu des journalistes qui se battent dans les rédactions. Il y a des gens honnêtes qui empêchent cette évolution d'aller trop loin. Même à TF1, ça ne peut pas aller trop loin dans le “jean-pierre pernisme”, parce qu'il y a des journalistes, comme Patrick Poivre d'Arvor, quoi qu'on dise, qui luttent! »



5. Sur quelques penseurs contemporains

- a) « Halimi, qui, il y a quelques années, avait publié un texte que j'avais pris pour l'expression d'une saine colère, a sans doute été dépassé par le succès de son livre, ses petits fusibles ont fondu, et sa colère s'est transformée en obsession malade. [...] Le malheureux s'est mis à se vautrer dans la dénonciation, usant de procédés révélant une déchéance morale qui fait pitié, venant d'un garçon si prometteur »
- b) « La vulgate sociologique, telle qu'elle nourrit le discours des sociologues médiatiques comme les Pinçon-Charlot – qui consacrent leur vie à convaincre leur public que l'habitant des beaux quartiers aurait davantage sa place dans un camp de travail – témoigne d'un mouvement de fond dénonciateur, complotiste et intellectuellement paralysé par un endoctrinement confortable et simpliste »
- c) « BHL s'est rarement trompé politiquement, sur la Bosnie, sur le Kosovo... On peut lui faire les reproches que l'on veut mais je n'ai pas lu les livres contre lui, parce que je trouve la haine massive qu'il suscite chez certaines personnes assez glauque. Les critiques c'est légitime, mais la haine non »
- d) « Dans le cas de Chomsky et de Ben Laden, je dirais plutôt qu'ils se sont enfin trouvés »
- e) « Nous n'accepterons pas éternellement que le respect accordé au masque des philosophes ne soit finalement profitable qu'au pouvoir des banquiers »

6. Sur le marché

- a) « Il faut accepter d'être minoritaire et refuser d'être marginal. Évidemment, il ne faut être minoritaire qu'un temps, sinon le marché vous tue »
- b) « Je ne sais pas si les marchés pensent juste, mais je sais

PHILIPPE VAL ?

qu'on ne peut pas penser contre les marchés »
c) « Il ne peut y avoir de démocratie sans marché »

7. Sur l'argent

- a) « "Le système est pourri, et c'est l'argent qui pourrit tout", c'est le discours sociologique dominant »
b) « Il faut mépriser l'argent, surtout la petite monnaie »
c) « L'argent en soi est une bonne chose »
d) « France Inter est une radio qui coûte cher à l'actionnaire, qui n'est pourtant pas très bien traité par la station »

8. Sur l'antisémitisme

- a) « L'imputation d'antisémitisme, ce "mot qui tue" du débat intellectuel français, ne saurait être utilisée comme argument de convenance ou d'autorité pour discréditer un adversaire trop remuant »

b) « L'antisionisme n'est plus qu'un antisémitisme avec un faux nez »

c) « Le mot d'antisionisme correspond à cette autre étrangeté à gauche, laquelle est une vieille histoire pour l'extrême droite: l'anti-américanisme »

d) « C'est la faute au système! Ensuite: c'est la faute à la société! Ensuite, c'est la faute à un bouc-émissaire, forcément, c'est la faute aux riches, et ensuite, d'avatar en avatar, on arrive toujours à: c'est la faute aux juifs! »

Et en cas de déprime estivale, se souvenir de ce bon mot de notre histrion favori: « Je m'amuse! J'ai fait de la scène longtemps, j'aime bien faire rire les gens, exagérer, faire l'imbécile. C'est plus fort que moi. »

Réponses: 1e (P. Bourdieu), 2d (K. Kraus), 3b (S. Fontenelle), 4a (PPDA), 5e (P. Nizan), 6b (A. Minc), 7b (F. Cavanna), 8a (P. Rimbart)

II. Pensez-vous, comme Philippe Val, que « c'est la faute à Rousseau » ?

Dans son dernier opus (Malaise dans l'inculture), Philippe Val explique que la France souffre du « sociologisme » qui « dit où est le bien et le mal » et « déresponsabilise l'individu ». D'après lui, cette pensée remonte à Jean-Jacques Rousseau, dont la thèse serait: « c'est la faute à la société », et aurait « engendré » des discours aussi divers que ceux de Lénine, Trotsky, Bourdieu, Pol Pot, Sartre ou plus généralement « la gauche totalitaire ». D'où ce test, pour savoir si vous aussi, vous êtes atteint de « sociologisme »...

1. Pourquoi la presse ne se vend plus ?

- a. Parce que les journaux sont trop chers
b. À cause de la concurrence gratuite d'Internet
c. Parce que les médias mentent
d. C'est la faute à Rousseau

b. Parce que « la femme est l'avenir de l'homme », mais pas au Sénat

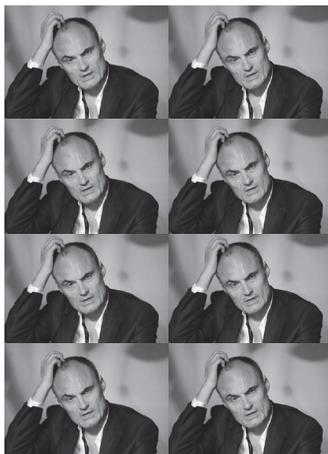
- c. Parce que la politique est jeu, et que les hommes sont de grands enfants
d. C'est la faute à Rousseau

2. Quelle est la principale cause du séisme survenu au Népal en 2015 ?

- a. La tectonique des plaques
b. Le magma sous-terrain
c. Dieu
d. C'est la faute à Rousseau

3. Pourquoi l'équipe de France de football a du mal à gagner des matchs ?

- a. Parce que les adversaires sont meilleurs
b. Parce que les joueurs ne sont pas assez payés
c. Parce que l'entraîneur est un piètre tacticien
d. C'est la faute à Rousseau



5. Pourquoi les films de BHL (Bosna!, Le jour et la nuit, Le serment de Tobrouk) sont-ils des flops commerciaux ?

- a. Parce qu'ils sont nuls
b. Parce qu'ils sont mauvais
c. Parce qu'ils nuls et mauvais
d. C'est la faute à Rousseau

6. À quoi est due l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler en Allemagne ?

- a. À la forte inflation qu'a connue le pays dans les années vingt
b. À l'humiliation qu'a vécue l'Allemagne suite à la Première Guerre mondiale
c. Au climat
d. C'est la faute à Rousseau

4. Pourquoi est-ce que les femmes sont moins nombreuses que les hommes au Sénat ?

- a. Parce que les hommes font plus souvent la sieste

! vous êtes (encore) en parfaite santé mentale. Soyez prudents ! (1) 2d, 3d, 4d, 5d, 6d, 7d, 8d

CHAMPION EN TITRES

*Parmi ces 30 titres, seuls 10 ne sont pas authentiques.
Saurez-vous retrouver lesquels ?*

Béthune. À 50 ans, il pique une crise au supermarché parce qu'il n'y a plus ses céréales préférées

1

Ce renard de Tchernobyl qui sait faire des sandwiches

2

Elle glisse sur une peau de banane... et est sauvée par son chat

3

Léguevin
Pour échapper aux gendarmes, il escalade une clôture... celle de la gendarmerie

4

Elle appelle 65 fois les gendarmes dans la nuit pour les insulter

5

Brest. Pour impressionner, le braqueur coupe une baguette de pain...

7

Perpignan : il donne la voiture de ses parents à son dealer pour payer ses dettes

6

Scandaleux: on a volé les peluches sur la tombe du petit Castiel, mort après avoir mangé un Babybel au Carrefour Market de Houdeng!

9

Ivre et torse nu, il frappe des passants avec sa trottinette

10

À 45 ans, elle avoue : « Je n'ai jamais écouté Johnny Hallyday »

8

États-Unis : elle poussait son fils mort sur une balançoire

11

Il expulse un morceau de fléchette bloqué dans son nez depuis 44 ans

12

Ivre, il boit trop

13

CAF: L'ancien dirigeant de la caisse nationale reconverti en clown

14

Deux familles toulousaines partent au jihad en camping-car

15

Il trompe sa compagne avec un arbuste : elle glisse des feuilles dans son slip !

16

Mirecourt : le concert de Patrick Chêne annulé, les fans sont désespérés

17

Angers : le musée des épluchures de patates est ouvert

19

Israël: L'armée fait marche arrière sur l'affaire du sandwich non casher

20

ESSEY-LÈS-NANCY : 34 TABLETTES DE BEURRE DANS LE PANTALON

18

Dans le Wyoming, une drogue très spéciale testée sur... des perroquets

23

Vienne - Châtelleraut -

Le procureur du jour, c'est sa mère !

21

VIDEO. Amputée des deux jambes, elle gagne un tapis de course à pied au Juste Prix

22

VIDEO. Empêchés de rentrer chez eux par leur chat, ils appellent les secours

25

Vienne - Poitiers -

Fauchée par un médecin en sortant de chez le docteur

24

Le fait divers du jour - Elle tue les chats de ses petits-enfants car ils n'ont pas rangé leurs chambres

27

Rhône : conduite à l'abattoir, une vache se rebelle et sauve sa vie

28

Un gynécologue oublie son téléphone dans le ventre d'une patiente

26

L'homme qui s'était coincé la tête dans une raquette a survécu

29

Selon une étude, boire de l'eau peut sauver une vie

30

Réponses : n°s 1, 3, 8, 13, 16, 17, 19, 23, 29, 30. Merci au site ajustetitre.tumblr.com, fournisseur officiel de titres incroyables mais vrais.

« PIGISTES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS ! »

Ou le résumé alarmant de la situation des journalistes indépendants, situation qui n'est pas certes pas nouvelle mais qui s'est dramatiquement aggravée ces dernières années.

[Nous publions, sous forme de tribune, ce texte de Patricia Oudit, pigiste depuis 1995 pour de nombreux titres de presse généraliste et spécialisée, qui décrit et dénonce les conditions de travail de plus en plus dégradées des pigistes. Acrimed]

Note de l'auteure (avril 2015) : Ce texte écrit en 2010, avec un sentiment d'impuissance et de colère, listait toutes les dérives dont nous sommes les victimes frontales. Si je l'ai ressorti aujourd'hui, c'est que tous les beaux discours de l'après *Charlie* sur la presse et sa liberté sont retombés comme un soufflé. Plus que jamais la même indifférence à nos conditions de travail, toujours plus de bâtons dans les roues, et cette impression de devoir mendier en permanence : pour monter un sujet et pour se le faire payer (tout court ou le moins mal possible, mais jamais en rapport avec l'énergie et le stress dépensé). Certains d'entre nous se battent depuis des années pour pouvoir faire leur job correctement avec des bouts de ficelle et bientôt on aura même plus des bouts de ficelle. À ce petit jeu, beaucoup ont abandonné ou ont perdu leur carte de presse. Et quand on ne fera plus, faute de moyens, que du copier-coller sur internet et jamais plus de terrain, là, on fera comme pour *Charlie* : on pleurera tous bruyamment, mais, *a posteriori*, sur un métier qu'on a au mieux, pas défendu, au pire contribué à faire crever à petit feu. Ce texte est la somme de mon expérience personnelle et de ce que je vois et j'entends, tout le temps, depuis des années, comme un disque rayé. Je ne suis pas Serge July, je n'ai pas sa force de frappe pour clamer que je suis amoureuse de mon métier. Mais depuis trop longtemps, je me sens comme une amante éconduite. Et je voudrais que ça s'arrête avant de devenir complètement cocue.

TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS

Pigiste sous-payé serait-il devenu un pléonasme ? Pigistes voudrait-il dire pigeons ? Oui, si l'on en croit le manque de pugnacité de ces derniers à contester les baisses de salaire affolantes de ces dernières années. De peur de perdre une collaboration régulière, la majorité s'écrase. Et finit par être écrasée. Au pays des pigistes, les fiches de paie ont été amputées de moitié, au bas mot, en quelques années, pour une charge de travail toujours plus grande et des délais de bouclage toujours plus courts doublés d'une programmation approximative, bref un inconfort de travail jamais atteint. Des grands groupes de presse qui baissent les salaires de 20 à 30 % sans vous en avertir ou alors, si, mais la veille de Noël... Cerise sur le gâteau : la presse gratuite qui pratique des prix défiant l'entendement (10 euros du feuillet dans certains cas !). Quand vous êtes payés...

Beaucoup de pigistes tournent aujourd'hui à une moyenne de 1000 euros mensuels. Peu importe, il leur est demandé

de faire une enquête en avançant les frais, le pigiste passant pour une sorte de clone interchangeable qui n'a pas de loyer à payer ni de famille à nourrir (et qui ne prenant jamais de vacances, peut être dérangé à tous moments de l'année). Quand lassés d'avoir été taillables et corvéables, sans mercis, les moins endurants cessent purement et simplement leur activité de journaliste, les quelques tricards-smicards plus résistants perdent aussi leur carte de presse parce qu'obligés de devenir rédacteurs ailleurs pour boucler leurs fins de mois. Et que dire de cette culture de la gratuité qui s'est si vite installée pour les photographes de presse ? La plupart sont désormais obligés de démarcher d'autres clients pour vivre au risque de perdre à terme, eux aussi, leur carte de presse.

Du travail supplémentaire. Ainsi de plus en plus souvent, on demande aux pigistes de faire des synopsis qui peuvent nécessiter un travail de pré-enquête conséquent qu'il n'est pas question de rétribuer. Si au final, cette pré-enquête ne justifie pas une suite (et ce pour d'obscures raisons,



souvent d'ordre financier), tout ce temps passé à mettre à contribution des contacts, que vous risquez de perdre au passage, n'aura servi à rien. Il nous est également demandé de gérer la partie iconographie (recherche d'images) en fournissant des visuels libres de droit aux magazines. Ce qui induit également un énorme manque à gagner pour les photographes indépendants, qui sont de plus en plus obligés de travailler pour les marques et les événements lors desquels, bien souvent, une équipe réduite de photographes, voire un seul, arrose les magazines en images libres de droit.

Des délais de paiement de plus en plus longs. Ainsi le magazine décale, souvent sans vous prévenir, un sujet censé paraître le 15 du mois et se laisse la possibilité de le passer des semaines voire des mois plus tard tout en maintenant le paiement à parution. Et se réserve aussi le droit de vous faire changer les textes sans vous payer en plus, quand la faute en incombe uniquement au défaut de planification des services concernés.

Oralité des contrats. À part quelques groupes de presse qui ont, suite aux demandes répétées des pigistes, élaboré des bons de commande écrits, nous n'avons aucun recours en cas de non-parution. Certes nous pouvons parfois compter sur l'honnêteté de la personne qui nous a commandé le sujet, mais nul n'est à l'abri d'un changement de direction du journal.

Économies de bouts de chandelles... faites sans cesse sur le dos des pigistes (plus d'abonnement systématique, suspicion généralisée sur les notes de frais...) Enfin, cela dépend là aussi, si on est riches ou misérables, le traitement des notes de frais sera plus ou moins rapide et complet.

Des réutilisations sur le Web d'une masse de textes considérable en échange d'une somme « forfaitaire » ridicule. Quelques euros par mois le plus souvent.

Et si on n'est pas d'accord? On peut partir, en effet, la porte nous est plus que grande ouverte. Mais il ne fait pas bon dehors pour les pigistes, peu d'occasions de collaborations régulières se présentent. Il est aussi très difficile de se défendre avec un statut bâtard comme le nôtre : un pigiste ne se fait jamais virer du jour au lendemain, c'est beaucoup plus subtil que cela. On lui fait comprendre qu'il va moins travailler. Moins ? Ça veut parfois dire 90 % d'articles en moins. Que peut-il faire ? Rien ! On ne pourra coller notre employeur aux prud'hommes que s'il nous licencie et espérer toucher ainsi quelques indemnités. Et un pigiste qu'on licencie, ça n'existe pas. Ceci explique cela...

ADIEU LES MAGAZINES D'INFORMATION ?

La publicité qui conditionne les sujets, ce n'est pas nouveau. La différence aujourd'hui, c'est que de plus en plus souvent, les rédacteurs en chef qui jusque-là tentaient de maintenir un semblant d'indépendance rédactionnelle, ont bien trop souvent baissé les bras. Désormais, lorsqu'un pigiste propose un sujet, on appelle sans scrupule la pub devant lui pour savoir si le sujet en question peut en générer. Il

arrive également qu'un sujet refusé catégoriquement la veille soit accepté le lendemain, parce qu'entre-temps, une pub en rapport avec le sujet est rentrée. L'intérêt du sujet n'a que peu d'importance. Du moment qu'il ne coûte rien. On a tous entendu : ah oui, super ton sujet ! Tu peux nous le rendre quand ? Sous-entendu, tu te débrouilles tout seul pour financer tout ça et si ça tient la route, on le publiera, ton reportage. Quand ? Ben, quand il y aura de la place... Faut pas trop en demander tout de même...

Plus aucune prise en compte de la valeur ajoutée d'un sujet. Aussi bien de son caractère exclusif que du temps passé en enquête ou reportage. Une véritable négation du travail de terrain, le sel de notre métier, et une prime à la médiocrité puisque le pigiste ne voit plus l'intérêt, étant payé la même somme (encore ce fameux forfait qui permet aux rédactions de payer moins) entre un sujet de desk (copier/coller sur internet, avec vérification pour les plus sérieux) et un reportage sur place.

Remise en question de la valeur de notre travail et interchangeabilité des plumes : puisqu'un travail de desk peut être accompli par un stagiaire mal formé mais sous-payé, pourquoi s'en priver ? À l'avenir, et c'est déjà souvent le cas dans la presse gratuite, disparition du regard, de l'angle, et de l'esprit critique qui prévaut lorsqu'on vit les choses sur le terrain et qu'on a été formés pour le faire. Sans oublier, à terme, un assèchement des contacts et une perte de connaissance du milieu tout à fait préjudiciable pour les pigistes qui sont sollicités aussi et surtout pour l'importance de leurs carnets d'adresses et l'étendue de leurs réseaux.

Des journaux qui ne produisent plus aucun sujet. Ou si peu. Le pigiste se voit donc dans l'obligation de ne recourir qu'à des voyages de presse (en groupe ou « sur-mesure », c'est-à-dire individuel). Même les journaux qui ne les fréquentaient pas il y a encore quelques années, les acceptent aujourd'hui. On trouverait aujourd'hui incongru de prendre en charge un billet de train aller-retour. Le pigiste se retrouve alors dans une situation éthiquement contestable et là encore dans un grand inconfort de travail. D'autant que ces mêmes magazines vous demandent en prime l'exclusivité du sujet, tout en se réservant le droit de ne pas le faire paraître, malgré les frais engagés et le travail effectué par le journaliste.

Ajoutez à cela que le voyage de presse, si individuel soit-il, ne permet pas, dans la majorité des cas au journaliste d'exercer – ou alors si peu – son droit de critique. S'il n'en parle pas, autre solution, il n'est pas payé. Où est le choix, la liberté d'exercer ? Faut-il gagner au Loto ou être rentier pour pouvoir faire son métier ?

Enfin, le voyage de presse mène tout droit à une uniformisation de l'information. Un petit pince-fesses au Seychelles ? Allez hop, les quatre étoiles luxe sur plages de sable blanc envahissent les rubriques tourisme... Pour ne citer qu'un exemple de sujet léger, je vous laisse imaginer les sommets de connivence atteints quand il s'agit d'un sujet économique ou politique...

On marche sur la tête : dans bien des cas, sans le soutien des services de presse, on ne pourrait plus faire son travail. Et que dire de ces journaux qui osent mettre en une d'un grand reportage « de notre reporter » ou de notre « envoyé spécial », ce qui laisse croire aux lecteurs que c'est le journal qui l'a envoyé tous frais payés, alors que ce reporter est un pigiste qui a dû batailler ferme et ouvrir son porte-monnaie pour pouvoir partir, le tout sans garantie, sans couverture.

Dans les pratiques à dénoncer, spécifiquement en presse magazine qui clame pourtant sans cesse son attachement au photo-journalisme, il y a aussi le sujet refusé parce que le photographe coûte trop cher. Les affreux mots de banque d'images, photo libres de droit, ne sont jamais longs à arriver dans une négociation bien souvent stérile et perdue d'avance. Enfin, dans certaines rédactions, il arrive que le journaliste à l'origine du sujet ne participe pas du tout à son suivi : la maquette lui arrive avec les calibrages, sans qu'on ait lu son papier au préalable, pas plus qu'on ne lui renvoie le BAT pour relecture finale.

Et la qualité de l'info dans tout ça ? Elle semble être le dernier souci de plus en plus de journaux qui ne sont plus que des moules que l'on (pré)remplit avec une sauce plus ou moins digeste et digne d'intérêt pour les lecteurs. L'intérêt éditorial d'un sujet n'entre plus en ligne de compte, dès lors que l'on ne soucie plus que du coût d'un sujet. Désormais, on

demande aux journalistes de rapporter un sujet pensé par un rédacteur en chef et un chef de pub, un comble pour un métier qui consiste à faire exactement le contraire : revenir du terrain avec des vrais sujets et des « vrais » gens. Les sujets société se résument, dans une certaine presse, à faire du casting.

L'un des gros problèmes réside aussi dans le fait que les décideurs ne sortent plus de leurs bureaux hormis pour des déjeuners d'affaire, et deviennent si éloignés des réalités de terrain que nous finissons par ne plus parler le même langage. De plus, les journaux sous-traitent de plus en plus de gros dossiers à des agences dont personne ne peut attester de la qualité mais qui facturent des sommes extravagantes, sous-payant au passage les pigistes. Et ne parlons pas des chroniqueurs omniprésents aux salaires exorbitants, ces multirécidivistes de la pige de luxe, avec lesquels il est impossible de lutter, ne jouant pas du tout dans la même cour.

Le tableau n'est guère engageant, mais c'est la réalité de notre métier. Aujourd'hui, nous survivons dans une zone sinistrée où solidarité et confraternité n'existent plus. Bien sûr, il y a ici et là quelques individualités qui sont à l'écoute, mais elles ne peuvent pas grand-chose, sinon nous témoigner encouragements dans ce système ultralibéral, où le pigiste est, toujours, et plus que jamais, la dernière roue du carrosse. Jusqu'à quand pourra-t-on tenir ?

nous
pigistes
dans la presse

OBSERVATOIRE DES MÉDIAS
WWW.ACRIMED.ORG

EN DIRECT DE N'IMPORTE QUOI : PHILIPPE VAL ET LE JOURNALISME

Pourquoi revenir sur le dernier chef-d'œuvre de Philippe Val, Malaise dans l'inculture, après avoir honoré sur notre site le marathon promotionnel que l'ex-patron de France Inter a couru en quelques jours ? Parce que dans ce livre informe, il est question du journalisme et que la nullité du propos de son auteur n'a ni dissuadé des journalistes de l'accueillir ni incité ceux-ci à réagir. Notre dévouement étant sans limites, c'est à nous qu'il revient donc de défendre le journalisme contre Philippe Val.

Passé maître dans l'art de mélanger le n'importe quoi avec le pas grand-chose, Philippe Val, en effet, a mitonné un long chapitre qui confirme les talents culinaires dont il fait preuve dans l'ensemble de son opus de philosophie politique : « Le journalisme malade du sociologisme ».

DÉCOUVERTES EN TOC

Notre cuistot commence par touiller dans son brouet une découverte scientifique: les « deux gènes » du journalisme. L'un informe, l'autre « emploie le dénigrement, l'insulte [...], la rumeur, l'à-peu-près, la suspicion, le discrédit ». Philippe Val préfère le premier, mais pratique le second, comme toute son œuvre à *Charlie hebdo* permet de le vérifier¹, et comme la bêtise sans malaise de son livre l'atteste une fois encore.

Vient ensuite une deuxième découverte scientifique: les « deux familles » du journalisme. L'une s'en tient aux « choses visibles » et l'autre traque « les choses cachées ». Peu importe si parmi les « choses cachées », il y a des causes impersonnelles qui, à l'instar de la « main invisible du marché », expliquent ce que l'on voit: Philippe Val préfère la première famille, mais appartient – hélas, dans son cas ! – à la seconde.

Car, voyez-vous – troisième révélation scientifique –, notre penseur à grande vitesse a découvert, parmi les causes de la crise du journalisme, une « crise interne » (?) et, du même coup, l'origine (qui ne saute pas aux yeux) de cette crise: « Elle trouve son origine dans le courant dominant de la sociologie française sur lequel Bourdieu règne sans partage. » Et le savant homme d'ajouter:



« Tout commence par une critique des médias [...] ».

Mais avant d'en savoir plus, le lecteur attendra puisque, « à cela s'ajoute » la crise du Monde², « ouverte » dit-il, par le bouquin de Cohen et Péan, *La Face cachée du Monde*, paru en 2003. Passons sur la version valienne de la crise du Monde: une lecture qui n'explique en rien ni la « crise interne » du journalisme, ni le rôle qu'aurait joué le « courant dominant de la sociologie française »... Quand, soudain, par un de ces coq-à-l'âne dont Philippe Val a le secret, « la critique des médias » surgit à nouveau avec le cortège habituel des calomnies que son patron, en journaliste qui informe, avait déversées dans *Charlie hebdo*. Passons³ car, tout à coup, Bourdieu est de retour:

« D'innombrables avatars de Bourdieu, universitaires pourfendeurs de la "pourriture" médiatique sont devenus professeurs dans les écoles de journalisme, et l'on a vu arriver dans les rédactions toute une génération de militants pour lesquels le journalisme devait faire avancer les "bonnes causes". »

« Certes, on est dans le ridicule », déclare Val, inconscient d'en avoir atteint le sommet... En effet, les guillemets qui entourent la « pourriture » ne protègent pas une citation, mais une création, « culturelle » forcément, de Philippe Val. Quant aux universitaires qui la pourfendraient,

il n'en existe aucun qui serait devenu professeur dans les écoles de journalisme, du moins parmi les victimes du « sociologisme » patronné par Pierre Bourdieu ! L'adversaire des « rumeurs » (à l'exception de celles qu'il propage) et de la traque aux « choses cachées » (à l'exception de celles qu'il invente), s'en donne à cœur joie !

« SOCIOLOGISME » EN VRAC

On s'en doute, sa critique du « sociologisme » tient plus de la ratatouille que de la dissertation. Par charité, on peut cependant essayer (mais sans doute en vain...) de donner un minimum de cohérence à ce qui n'en présente aucune. Où rencontrons-nous donc le « sociologisme » ?

La défense des « bonnes causes » (dont il faut comprendre qu'elle est un effet du « sociologisme », des avatars de Bourdieu et de l'infiltration d'Acrimed dans les écoles de journalisme), « est la ligne éditoriale de beaucoup de rédactions en France, quoi que fassent et quoi que pensent les directeurs et rédacteurs en chef, généralement réduits à l'impuissance par les mutineries du collectif ». Les chefs victimes du « sociologisme » des rédactions ? Celles-ci en rient encore, mais en silence : elles n'ont encore rien dit, nous abandonnant le travail ingrat de défense du journalisme contre les journalistes coalisés...

Il est vrai que le chef Philippe Val ne saurait être contesté : « Du jour où, avec la rédaction de Charlie, j'ai licencié Siné pour une chronique dont j'avais jugé inacceptable la coloration antisémite, le "journalisme médias", chambre d'écho fidèle du sociologisme, a décrété que j'étais passé dans le camp du mal. » Philippe Val omet cependant de mentionner que la justice l'a condamné à deux

« Rousseau prétend que l'homme est bon dès le départ [...] c'est sa thèse de base, et la sociologie de l'EHESS d'aujourd'hui, majoritairement [...], elle pense ça, elle pense que la société rend l'homme mauvais, et pire que tout, surtout les États de droit, c'est toujours les États de droit qui ont tort. »

Le marathon médiatique d'un cultivé

Si sa présence médiatique s'est largement réduite puisqu'il ne signe plus d'éditorial dans Charlie Hebdo et ne chronique plus sur France Inter, Philippe Val jouit toujours d'une attention soutenue pour cette nouvelle campagne de promotion. Le livre sortant le 8 avril 2015, les festivités commencent dès le 2 avril par un long entretien dans *Le Point*. Le 5 avril, il enchaîne sur Canal+ dans l'émission « Le Supplément ». Il accorde une interview au *Figaro* le 6 avril et s'installe sur France 5 le 9 avril : d'abord dans « C à vous », puis dans « La Grande Librairie ». Le lendemain, il est questionné par ses anciens subordonnés dans la matinale de France Inter. Puis c'est Europe 1 et Anne Sinclair qui l'accueillent le 11 avril. Il est invité le 17 avril dans « Le Grand Journal » sur Canal+. Le 20 avril, il se rend sur TF1 dans l'unique émission littéraire de la chaîne « Au Field de la nuit ». Les auditeurs de France Culture peuvent l'écouter le 5 mai. Enfin, il est convié par *L'Express* le 7 mai.

reprises pour licenciement abusif. Pourquoi cette omission ? Sans doute par ce que les tribunaux n'ont pas (encore) cédé au « sociologisme »... Comprenez qui pourra quand il n'y a rien à comprendre !

« Sociologisme » encore. Attention, ça décoiffe. Cela commence par une longue déploration qu'il nous faut citer entièrement : « *La société des journalistes et les syndicats imposent leurs choix de telle façon que la direction, pour ne pas perdre complètement la face, fait semblant de décider en dernière instance, mais le plus souvent sous la pression d'une rédaction. D'autant que cette dernière dispose d'armes dont elle n'usait qu'exceptionnellement autrement : le recours à la dénonciation, soit sur internet, soit dans un journal concurrent soit via Tweeter*⁴. »

Haro sur les sociétés de journalistes, les syndicats et les rédactions ! Pôvres directions privées de leur toute-puissance et menacées de discrédit ! Et le « sociologisme » là-dedans ? Le voici : « *Ce discrédit automatique qui frappe les dirigeants de nombreux journaux est là encore le produit d'un sociologisme de bazar qui se prend pour de la déontologie.* »

Par Montaigne et Spinoza (pourquoi pas, nous aussi, les invoquer à n'importe quelle occasion ?), comment le bazar édifié sous le titre de « sociologisme » pourrait-il produire un discrédit « automatique » ? Et s'il n'est pas « automatique », est-ce parce que le « sociologisme » provoque la coalition des gens de peu des rédactions qui bafouent l'autorité de leurs chefs ? Et comment ce « sociologisme » qui n'existe que dans la tête de Philippe Val, pourrait-il se prendre pour quoi que ce soit ?

Pour rétablir l'autorité minée par le « sociologisme », Philippe Val, DRH et expert en relation entre les directeurs de rédaction et la plèbe du journalisme propose à l'humanité souffrante ce théorème riche de sens... et de modestie : « *Si, par exemple, dans la rédaction d'un organe d'information, il n'y a que des bons journalistes et un mauvais directeur, le journal ne sera jamais bon. Une rédaction constituée de journalistes moyens, mais dotée d'un très bon directeur, produira au contraire un bon journal, et les journalistes progresseront. L'idéal, bien sûr, étant d'avoir de bons journalistes et un bon directeur.* » Avouons-le : ce truisme qui fait office d'idéal nous convient, « bien sûr » !

Résumons. Le « sociologisme », dans sa version (ou aversion) valienne, n'est rien d'autre que la créature de

l'« *antipathie instinctive* » que Philippe Val éprouve pour les sociologues que, de son propre aveu, il ne parvient pas à lire⁵. Autant dire que, n'ayant rien à en dire, il aurait eu tort de se priver d'en parler! À tout propos et donc à propos du journalisme... Le tout (si l'on peut dire cela en parlant du néant) est enveloppé, en guise de raccourcis pamphlétaires, dans un tissu d'âneries. Mais il y a pire encore.

PERFIDIES EN STOCK

Indigné parce que la protestation unanime dans l'affaire des *Versets sataniques*⁶, a cessé de l'être dans celle des « caricatures de Mahomet », Philippe Val proclame : « *Alors que Pierre Bourdieu, en 1986, faisait partie des intellectuels engagés dans la défense de Rushdie, ses épigones actuels ont changé de camp. L'horreur que suscitait le régime de terreur de Téhéran s'est muée en une discrète sympathie.* » Ou comment le trait pamphlétaire de Philippe Val se mue en indiscrete crapulerie.

Et ce n'est pas la seule. Il suffit de feuilleter. Au fil des pages, on apprend, citation dont il est impossible de trouver la source, que Noam Chomsky « *qualifia la tragédie cambodgienne de "génocide éclairé"* ». On apprend aussi que, dans les médias, « *le Hamas [...] bénéficie d'une adhésion sans critiques.* » Ne cherchez pas : ce sont des médias imaginaires⁸! Et l'on bénéficie de cette autre perfidie, du moins si les mots ont un sens : Edwy Plenel aurait empoché personnellement les millions d'euros réclamés par le fisc à Mediapart puisqu'il « *s'exonère lui-même de sa dette fiscale*⁹ ». Et cetera, et cetera, puisque Philippe Val se borne à ressasser et à enrichir son art de la calomnie, du mensonge et de la fabulation.

Quand il a épuisé son stock d'anecdotes et de falsifications, il arrive que Philippe Val (mais à sa façon, inimitable) vise de vraies cibles et les manque. Ainsi, par exemple, de la critique des émissions d'infotainment (ou de mélange des genres), des chaînes d'information en continu ou de l'abdication du journalisme de l'offre au profit d'un journalisme de l'audience à n'importe quel prix : soit très exactement ce que vise, mais avec de bonnes armes... cette sociologie qui lui fait tant de peine et qu'il remplace par sa propre inculture.

À quoi bon poursuivre? Somme toute, le meilleur critique de Philippe Val est Val Philippe lui-même. À propos du journalisme, comme sur tout le reste, Philippe Val se rebelle contre le « sociologisme » qu'il invente, parce que ledit « sociologisme » enrôlerait à son profit le Bien opposé de façon binaire au Mal; mais Val Philippe, plus manichéen que n'importe qui, défend son Bien contre le Mal qu'incarneraient tous ceux qu'il réprovoque. Philippe Val attribue au « sociologisme » la recherche de boucs émissaires; mais Val Philippe en fabrique à longueur de pages! Quant aux remèdes prescrits pour soigner le journalisme et le guérir du « sociologisme », ce sont ceux d'un rebouteux qui propose d'enseigner Montaigne dans les écoles de journalisme. Montaigne... et Philippe Val?

[1] Voir, entre autres, nos articles « Philippe Val, propagateur de calomnies et docteur ès déontologies » et « Philippe Val sur France Inter : un récital de mensonges et de calomnies contre Chomsky ».

[2] Une « addition » que Philippe Val présente ainsi : « *Tout commence par une critique des médias plutôt bienvenue, qui pointe des situations monopolistiques, et les liens parfois caricaturaux qu'entretiennent les gens de pouvoir et des journalistes omniprésents dans les grands médias. À cela vient s'ajouter la crise du Monde, présidé à l'époque par Jean-Marie Colombani, et dirigé par Edwy Plenel* ». Vous n'avez pas compris le lien entre les deux propositions (ni le rapport entre la crise du Monde et le « sociologisme »?) Nous non plus.

[3] Les curieux pourront se reporter à « Philippe Val : "la critique radicale des médias alliée du grand capital" », ou encore à « Philippe Val se charge de l'épuration de l'Observatoire français des médias ». Plus récemment, voir aussi : « Philippe Val a déjoué un complot : Acrimed gangrène la formation des journalistes! ».

[4] *Sic*. L'orthographe correcte est « Twitter », et non « Tweeter ». Mais Philippe Val ne semble pas connaître le réseau social dont il parle. On notera également que sur la quatrième de couverture, signé par le maître lui-même, on apprend que « *le monde tient désormais en deux catégories : like et unlike* ». S'il s'agit d'une référence à un autre réseau social, Facebook, là aussi c'est raté : le bouton « unlike » n'existe pas, en tout cas pas dans le sens d'un « je n'aime pas », comme le sous-entend Philippe Val...

[5] « *Pour ce qui concerne la lecture, j'obéis à une sévère discipline. N'étant pas immortel, je n'ai pas de temps à perdre avec des auteurs qui ne m'inspirent pas la gratitude accompagnant une bonne lecture* » (p. 37). Notons que, sur l'ensemble de son livre, Philippe Val ne mentionne aucun ouvrage de la sociologie qu'il réprovoque et n'évoque les noms que de quatre sociologues parmi les réprouvés (Pierre Bourdieu, Loïc Wacquant et le couple Pinçon-Charlot) En revanche, il se réfère à la « bonne sociologie » (comme il y a du bon cholestérol), celle d'Hugues Lagrange qui, dans *Le Déni des cultures* (2010), soutient des thèses qui pour Val ont d'abord pour mérite de conforter... ses propres préjugés.

[6] Titre d'un roman de Salman Rushdie, publié en 1988. Le 14 février 1989, l'ayatollah Khomeini a édicté une *fatwa* condamnant à mort Salman Rushdie, le contraignant à vivre dans la clandestinité.

[7] Alors que, aussi controversées qu'aient pu être ses prises de positions, Chomsky a condamné ce génocide comme « *le plus grand génocide de l'époque moderne* », ajoutant : « *Je pense qu'il serait difficile de trouver le moindre exemple comparable d'atrocité et de déchaînement de haine...* » (En 1993, dans le documentaire Manufacturing Consent).

[8] Pas imaginaire, en revanche, cette « adhésion sans critiques » aux bombardements israéliens de Gaza : « *Comment ces envoyés spéciaux auraient-ils commenté les bombardements alliés en Normandie qui ont précipité la chute du nazisme? Auraient-ils condamné les scandaleux bombardements?* » (p. 232).

[9] En revanche pas un mot sur les 300 000 euros et les centaines de milliers d'autres que Philippe Val a mis dans sa poche personnelle en toute légalité et successivement après son départ de *Charlie hebdo* puis de *France Inter*. À noter que les pages consacrées à Edwy Plenel (p. 246-250) valent leur pesant de haine et permettent de prendre la mesure de la distance qui sépare celle-ci de la critique (à commencer par la nôtre).

REVUES DE SHS : UNE ÉCONOMIE FRAGILE

Alors que les livres de SHS sont l'objet de bien des attentions depuis plusieurs décennies autour du thème de « la crise de l'édition de sciences humaines » comme nous l'avons analysé dans les deux derniers numéros de Médiacritique(s), les revues n'ont émergé dans le débat public, même limité aux sphères universitaires, que depuis une dizaine d'années.

Ce premier article traite de la faible rentabilité des revues de SHS et, à la suite du succès de leur mise en ligne, de la question du libre accès.

LES REVUES DE SHS : UNE FAIBLE RENTABILITÉ

Les revues de SHS ont évolué, tout comme les livres, et pour les mêmes raisons, vers des publications de plus en plus nombreuses et spécialisées. À cette différence près qu'elles intéressent traditionnellement assez peu les gros éditeurs en raison de leur faible rentabilité, qui n'est pas nouvelle, mais qui ne s'est pas améliorée avec le temps.

C'est la raison principale pour laquelle les éditeurs généralistes qui sont encore bien présents sur le marché du livre de SHS sont presque absents de celui des revues, qui n'ont d'ailleurs pas été évoquées, malgré leur situation dégradée, au cours du débat sur la crise de l'édition de SHS. Ainsi, le groupe Hachette ne dispose que des 17 revues d'Armand Colin, le groupe Editis possède les 9 revues de La Découverte, le groupe La Martinière-Le Seuil, 4 revues, et Gallimard-Flammarion, 2. Ce qui, indépendamment de la qualité de ces revues, est très peu par rapport à un ensemble estimé en France à quelque 2 000 revues parmi lesquelles plus de 500 sont jugées importantes¹. La raison du désintérêt des éditeurs généralistes pour les revues est fort bien exprimée par Sophie Barluet : « Pour une maison d'édition, l'intérêt des revues est moindre quand leur audience, plus marginale, ne compense pas un coût financier et humain devenu lourd pour des structures économiquement fragiles et contraintes par leurs actionnaires à certains niveaux de rentabilité². »



C'est aussi en raison de leur faible rentabilité que les revues francophones de SHS intéressent traditionnellement assez peu les grands éditeurs internationaux qui font leurs choux gras des revues de STM (sciences, techniques et médecine). Parmi les revues françaises de SHS, seules 2 % des 540 les plus importantes sont à leur catalogue³.

Si bien que le plus grand nombre des revues SHS sont éditées par les éditeurs spécialisés dans ce domaine; soit des éditeurs privés, comme L'Harmattan (47 titres vivants), Érès (33), les PUF (29), De Boeck (belge, 28), soit publics comme le CNRS (28 titres) ou les différentes presses universitaires. Mais ce sont surtout les petits éditeurs qui publient la grande majorité des revues de SHS. Sur le seul portail cairn.info, on trouve 37 éditeurs de 2 à 9 revues et 127 éditeurs d'une seule revue; le Groupement français de l'industrie de l'information (Gfi) évalue de son côté à 1 200 le nombre total d'éditeurs d'une seule revue de SHS⁴.

Les raisons de la faible rentabilité des revues de SHS sont nombreuses. D'une manière générale, elles s'inscrivent dans un environnement institutionnel et économique beaucoup moins favorable que celui des revues STM, ainsi décrit par Patrick Fridenson : « Ces disciplines sont, depuis longtemps, les

plus riches du paysage universitaire: elles ont besoin d'infrastructures, mettent en œuvre de grands programmes de recherche très coûteux, doivent disposer d'outils performants... Ces financements, en général, ne posent pas problème aux acteurs publics, car les progrès dans ces domaines

sont spectaculaires, et influencent la vie quotidienne de tous les citoyens. Les laboratoires de sciences sont donc habitués à dépenser largement et généreusement⁵. » Ce qui est loin d'être le cas des départements universitaires de SHS: entre 2005 et 2011, seuls 4,5 % du budget de l'Agence nationale de la recherche a été consacré aux SHS; le reste, soit 95,5 %, est dévolu aux STM.

Comparées aux revues STM, les revues SHS souffrent par ailleurs, du point de vue commercial, de handicaps certains: souvent écrites en langues nationales, contrairement aux revues STM qui sont écrites en anglais, elles ont un public plus restreint (ce qui joue moins, évidemment, pour les publications SHS anglo-saxonnes); d'autre part, les thèmes abordés par les SHS sont souvent des études locales qui, a priori, n'intéressent pas un vaste lectorat. Ces deux raisons impliquent que les revues SHS auront un nombre d'abonnés bien moindre que les revues STM. Selon les chiffres fournis par le Gfii (« Pour les revues de recherche en SHS le nombre d'abonnements payants moyen s'étagé en moyenne entre 150 et 1 200 abonnés avec une médiane de l'ordre de 300 abonnés. Les éditeurs publics affichent des performances similaires ou inférieures⁶ »), on peut affirmer que le nombre des abonnés est dans un rapport d'au moins 1 à 6 en faveur des revues STM. On note ainsi que le nombre de revues à petits tirages augmente par rapport aux autres: Sophie Barluet, à partir d'une analyse réalisée sur 1 100 revues ayant fait au moins une demande d'aide au CNL entre 1997 et 2005, constate: « Au total, la proportion des revues diffusées à plus de 1 000 exemplaires a baissé en 8 ans de près de 26 % tandis que celle des revues à moins de 500 exemplaires a augmenté de plus de 30 %⁶. » Et ce déficit d'audience ne peut pas être compensé par une augmentation du prix des abonnements car les revues SHS sont moins indispensables aux chercheurs que les revues STM, et de ce fait, leur clientèle, déjà moins solvable, est aussi moins captive. Par conséquent, les prix des abonnements à ces revues seront très inférieurs (de 1 à 4, voire de 1 à 10 selon Marc Minon) à ceux des revues STM.

Il est par ailleurs notoire que les bibliothèques universitaires consacrent une part croissante de leur budget d'acquisition (qui lui n'augmente pas ou peu) aux revues de STM dont les prix augmentent de manière vertigineuse, au détriment des livres et des revues de SHS.

Mais la révolution numérique devait modifier ce triste paysage.

UNE RENAISSANCE NUMÉRIQUE

Alors que les revues STM ont été numérisées très rapidement grâce aux capacités financières des membres de l'oligopole, la numérisation des revues SHS a été plus progressive.

Les revues de SHS anglo-saxonnes furent mises en ligne au début des années 1990 par l'oligopole (notamment les anglais Taylor & Francis et Wiley-Blackwell,) qui en détient un certain nombre et surtout par des agrégateurs⁷ comme Ingenta (anglais), Jstor, Ebsco et Muse (américains).

Assez rapidement, en réaction, ont été créés à la fin des années 1990 des portails francophones, dont le premier fut une initiative québécoise, le consortium Erudit (147 revues) créé en 1998, suivi de près par le portail revues.org (346 revues) en 1999, financé par le Ministère de la recherche et le CNRS, qui rassemble surtout des revues universitaires. Pour les revues publiées par les éditeurs privés, la plateforme est cairn.info (414 revues), né en 2005, soutenu par le CNL (Centre national du livre) et la BNF. Si on ajoute les sites publics Persée (159 collections de revues) et Gallica de la BNF (700 revues) à vocation patrimoniale (revues historiques qui ne paraissent plus ou bien anciens numéros de revues vivantes), ainsi que nombre de revues qui sont rassemblées sous le portail fédérateur Isidore, on constate qu'en 10 à 15 ans, l'offre de revues en ligne francophones est devenue comparable, proportionnellement, à l'offre en langue anglaise.

La mise en ligne des revues de SHS est une véritable aubaine pour les chercheurs et pour les éditeurs. Pour les chercheurs, elle multiplie à l'infini les possibilités d'accès à leurs articles via

les sites spécialisés et les moteurs de recherche universels comme Google ou Yahoo. Pour les éditeurs commerciaux, elle représente la constitution d'un nouveau marché beaucoup plus large, débarrassé des contraintes de la distribution et de l'impression, plus profitable que le marché des revues papier dont on a vu les limites.

La convergence des intérêts des chercheurs et des éditeurs s'est traduite dans un premier temps par une bonne entente entre les différents portails se concrétisant parfois par des accords de coopération. Ainsi, cairn.info commercialise les numéros récents de 48 revues mises en ligne par revues.org; Persée assure la mise en ligne des collections de revues dont les numéros plus récents sont sur revues.org ou cairn.info; Erudit donne accès aux revues de Persée.

Tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes quand une recommandation de la Commission européenne vint cristalliser une opposition latente entre les éditeurs commerciaux et les partisans du libre accès.

LA RECOMMANDATION EUROPÉENNE: L'ACCÈS OUVERT

La recommandation de la Commission européenne du 17 juillet 2012 « relative à l'accès aux informations scientifiques et à leur conservation » invite en effet les États membres à veiller « à ce que les publications issues de la recherche financée par des fonds publics soient librement accessibles dans les meilleurs délais, de préférence immédiatement et, dans tous les cas, au plus tard six mois après leur date de publication, et au plus tard douze mois pour les publications dans les domaines des sciences sociales et humaines ». Cette recommandation n'est pas le fruit d'une soudaine adhésion de la Commission européenne aux revendications des chercheurs en faveur du libre accès, mais s'inscrit dans le cadre de la stratégie de Lisbonne pour le développement en Europe d'une économie de la connaissance compétitive à l'échelle mondiale. La promotion de l'accès ouvert, considéré comme le meilleur moyen de faire valoir la recherche européenne, s'inscrit dans cette stratégie⁸.

The screenshot shows the Cairn.info website interface. At the top left is the Cairn.info logo with the tagline "CHERCHER, REPÉRER, AVANCER". To the right is a search bar with the placeholder text "Vos mots clés" and a "CHERCHER" button. Below the search bar is a navigation menu with four categories: "Revue", "Ouvrages", "Encyclopédies de poche", and "Magazines". Below this is a section titled "ACCÈS PAR DISCIPLINE (426 REVUES)" which contains a grid of buttons for various disciplines: Arts, Histoire, Philosophie, Sociologie et société, Droit, Info. - Com., Psychologie, Sport et société, Economie, Gestion, Intérêt général, Sciences de l'éducation, Géographie, Lettres et linguistique, Sciences politiques, and Toutes disciplines.

Les éditeurs privés commerciaux ont réagi vivement à cette recommandation. Ainsi, le 11 janvier 2013, le Gfii recommande au gouvernement « une étude d'impact indépendante » sur les conséquences de cette recommandation, étude pour laquelle il « se tient à la disposition des pouvoirs publics⁹ ». Le 18 janvier 2013, c'est le Syndicat national de l'édition (SNE) qui publie un communiqué catastrophiste affirmant notamment que « dans le domaine des sciences humaines et sociales, les mesures préconisées par la Commission européenne aboutiront à terme à la disparition de la plupart des revues de langue française, voire à la disparition des maisons d'édition ou structures éditoriales qui les portent. »

C'est alors que le portail cairn.info réunit le 11 février une cinquantaine d'éditeurs privés publiant 120 revues de SHS. À l'issue de la réunion, une motion est publiée qui se termine ainsi : « En conséquence, nous appelons à la réalisation urgente d'une étude d'impact indépendante sur ces questions, étude d'impact qui devrait tenir compte à la fois des spécificités du domaine des sciences humaines et sociales et de celles des publications de langue française. Nous attendons aussi l'ouverture sans tarder d'une véritable concertation sur ces enjeux entre les acteurs publics précités, les associations de chercheurs, les sociétés savantes, les responsables des revues de sciences humaines et sociales et les éditeurs. »

Quant aux partisans de l'accès ouvert, réunis les 24 et 25 janvier 2013 aux V^{es} journées de l'Open access intitulées sans ambiguïté « Généraliser l'accès ouvert aux résultats de la recherche », ils publient le 15 mars dans *Le Monde* une tribune « Qui a peur de l'open access? » dans laquelle ils développent leurs arguments, tout aussi catastrophistes, autour de cette idée : « Craindre l'accès ouvert nous paraît relever d'une vision étroite et, pour tout dire, erronée de l'avenir. Isoler, aujourd'hui, les SHS dans un espace spécifique ferait de ce dernier un conservatoire voué à la disparition. »

Disparition des maisons d'édition pour les uns, disparition des SHS pour les autres, le débat est vif et certains mots doux ont été échangés à cette occasion, Ghislaine Chartron

et Philippe Minard, tous deux chercheurs, évoquant les « *ayatollah de l'open access* » tandis que Bernard Rentier, recteur-président de l'université de Liège, lâchait : « *Moi, votre petit business model, je n'en ai rien à faire*¹⁰. »

LES POSITIONS EN PRÉSENCE

Le modèle défendu par Cairn, prisé par les éditeurs commerciaux, mais aussi par certains éditeurs publics, est celui de la barrière mobile : les numéros parus au cours des 3 ou 5 (parfois plus) dernières années sont payants et tous les numéros antérieurs sont en accès gratuit. Pour accéder aux numéros payants, il faut acquitter une licence d'accès à des bouquets thématiques de revues ou à l'ensemble des revues, licence dont le montant est fonction du nombre de revues du bouquet et du nombre d'utilisateurs. On peut aussi payer à l'article (*pay per view*¹¹). C'est contre l'abaissement de la barrière mobile à un an maximum que se mobilisent surtout les éditeurs, arguant que « 80 % des consultations d'articles enregistrées au sein des institutions de recherche portent sur des articles publiés il y a plus d'un an » (communiqué du SNE du 18 janvier 2013), ce qui réduirait considérablement la rémunération des éditeurs et les conduirait à la faillite.

À ce modèle s'opposent les partisans du libre accès, acteurs publics ou associatifs rassemblés autour de la plateforme *revues.org*¹², plus attachés à la communication scientifique et à la gratuité de l'accès aux revues. S'appuyant sur d'autres expériences dans le monde, (notamment au Brésil et au Mexique), ils proposent un modèle économique permettant l'accès gratuit aux revues SHS, le modèle Freemium (association de free et premium). Ce modèle consiste à ne faire payer qu'une partie des usagers en échange de services spécifiques pour financer l'accès gratuit de tous. Il ne s'agit pas d'une prestation à deux vitesses, une sophistiquée pour les riches qui peuvent payer et une autre bas de gamme pour les particuliers et petites institutions impécunieuses. Les services supplémentaires proposés sont surtout des fonctionnalités destinées à des entités qui desservent de nombreux usagers et ont besoin pour ce faire de développements spécifiques (catalogage,

formations, informations, etc.). Ce sont principalement des bibliothèques dont une cinquantaine sont déjà partenaires du dispositif. À ce jour, revues.org diffuse, selon ce modèle, une centaine de revues en texte intégral gratuitement.

Il est certain que le modèle de revues.org (tout comme celui des archives ouvertes) est cohérent avec la recommandation européenne dans la mesure où il assure le libre accès, ce qui n'est pas le cas pour cairn.info qui ne l'assure qu'au-delà de la barrière mobile de 3 à 5 ans. Il est par ailleurs vraisemblable que la formule cairn.info soit plus avantageuse pour les éditeurs que celle de revues.org qui prévoit, cependant, dans son modèle Freemium, une rémunération des éditeurs (2/3 des revenus leur sont reversés). Avantage pour cairn.info : son modèle fonctionne depuis 2005, semble-t-il à la satisfaction des éditeurs, alors que le modèle Freemium n'a été mis en place qu'en 2011. Jusque-là, le financement de revues.org était uniquement public, par le CNRS.

UNE SITUATION QUI RESTE FRAGILE

Le gouvernement, par la voix de son (ex) ministre de l'Enseignement et de la Recherche, M^{me} Fioraso, s'est déclaré favorable à l'accès ouvert (libre, gratuit) tout en demandant aux divers acteurs de se prononcer sur les durées de barrière mobile qui leur paraissent pertinentes (cf. V^{es} Journées de l'Open access). Une position nuancée qui, malgré une approbation de principe de l'accès ouvert, laisse augurer d'un maintien du statu quo. Ce qui ne serait pas la pire solution dans la mesure où la situation actuelle est le résultat d'initiatives fort bien menées par des personnes qui sont elles-mêmes des chercheurs,



comme Marin Dacos, créateur de revues.org, et Marc Minon, créateur de cairn.info, initiatives qui ont permis aux revues francophones de SHS d'accéder à une visibilité beaucoup plus grande tout en aidant les éditeurs de ces revues à se maintenir à flot.

Cela dit, on retrouve dans le domaine des SHS les mêmes incohérences que dans celui des STM. À savoir que ce sont les deniers publics qui financent, en amont et en aval, les revues du secteur privé commercial. Car les éditeurs de ces revues bénéficient des services des chercheurs financés sur fonds publics qui assurent tout le travail de publication sans être rémunérés, ou rarement, tandis que le produit de ce travail est vendu, pour l'essentiel, à des organismes publics. Qui sont les acheteurs des bouquets commercialisés par cairn.info? Et les clients du service Freemium de revues.org? Principalement les bibliothèques publiques, universitaires ou des laboratoires de recherche, ou d'organismes subventionnés par l'État ou les collectivités territoriales. Ce double financement public du secteur privé, bien qu'il se situe bien en deçà des sommes pharaoniques qu'engloutit l'oligopole propriétaire des revues de STM, pose néanmoins problème.

[1] Marc Minon, Ghislaine Chartron : *État des lieux comparatif de l'offre de revues SHS France – Espagne – Italie*, Étude réalisée pour le Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, juin 2005, p. 68-69

[2] Sophie Barluet, *Les revues françaises aujourd'hui : entre désir et dérives, une identité à retrouver*, Rapport de mission pour le Centre national du livre, avril 2006, p. 40.

[3] Marc Minon, Ghislaine Chartron, *op. cit.*, p. 71.

[4] Gfii, *L'édition scientifique française en sciences sociales et humaines*, octobre 2009, vol. 2, p. 26.

[5] « Revues et accès libre : les pièges de la transparence, Entretien avec Patrick Fridenson », *Esprit*, mai 2013, p. 97-108.

[6] Gfii, *op. cit.*, p. 28.

[7] Sophie Barluet, *op. cit.*, p. 82.

[8] Les agrégateurs sont des distributeurs qui rassemblent sur un portail commun souvent appelé plateforme un certain nombre de revues SHS devenant ainsi accessibles au public sans que ce dernier ait à courir d'un site à l'autre.

[9] La notion d'accès ouvert, que nous ne distinguerons pas ici de celle de « libre accès », signifie que l'accès aux documents en ligne est gratuit pour l'utilisateur. Le financement de cette gratuité pour l'utilisateur est réalisé, soit en faisant payer l'auteur (le plus souvent son institution), c'est la « voie dorée », soit un organisme public dans le cadre d'une archive ouverte telle que, en France, Hal-Shs, mise en place par le CNRS, c'est la « voie verte » ; soit encore en faisant payer seulement certains usagers en échange de services supplémentaires (revues.org).

[10] Bien que le Gfii se présente lui-même comme un lieu de rencontre entre acteurs privés et publics, sa neutralité semble douteuse dans la mesure où son président est un directeur du groupe Wolters Kluwer, un de ses vice-présidents un directeur du groupe Elsevier, son secrétaire général un directeur de Springer. C'est pourquoi nous l'avons situé parmi les défenseurs du secteur privé.

[11] Propos rapportés par Max Szczepanski sur son blog.

[12] Même si certaines formes de commercialisation (accès par bouquets, facturation au nombre d'utilisateurs) ressemblent à celles des gros éditeurs de STM, la politique de cairn.info est moins défavorable à ses clients. Les prix sont beaucoup plus abordables et les conditions de négociation bien plus souples, conformément à la solvabilité variable des acteurs du secteur des SHS.

[13] Revues.org fait partie d'un ensemble intitulé OpenEdition qui propose 4 plateformes : une pour l'actualité de la recherche (Calenda), une qui diffuse des carnets de recherche (Hypothèses), une autre des livres électroniques (OpenEditionBooks), et revues.org.

LU : SAUVER LES MÉDIAS DE JULIA CAGÉ

Publié en février 2015 aux éditions du Seuil dans la collection « La République des idées », dirigée par Pierre Rosanvallon et Ivan Jablonka, Sauver les médias. Capitalisme, financement participatif et démocratie de Julia Cagé a fait l'objet d'un accueil généralement chaleureux par la plupart des grands médias. Malgré sa brièveté, il est difficile d'en proposer simultanément un compte rendu et une discussion. On a privilégié ici le résumé destiné à faciliter la lecture, en réservant quelques objections à notre conclusion.

INTRODUCTION : POUR UNE NOUVELLE GOUVERNANCE

L'objet du livre est de « proposer un nouveau modèle de gouvernance et de financement » qui permettrait d'éviter deux dangers : des médias qui seraient « placés sous l'influence de milliardaires aux poches sans fond » et des médias qui seraient « voués à l'échec » quand ils sont « détenus exclusivement par les salariés ». Mais avant de proposer ce modèle, Julia Cagé effectue un long détour dont l'itinéraire sinueux n'est pas toujours perceptible : les sous-titres et l'enchaînement des sous-chapitres désorientent quelque peu la lecture. Chemin faisant, l'ouvrage procède à de nombreuses mises au point qui, sans être toujours nouvelles et indiscutables, sont cependant souvent très utiles.



diagnostic, Julia Cagé rappelle d'abord que l'information est le produit de l'activité des journalistes et que la définition de ces derniers par leur emploi dans des entreprises de presse est une « définition tautologique » qui ne dit rien de leur profession proprement dite. Le nombre de ces journalistes, après avoir augmenté, a connu une stagnation, puis une régression. Et l'on assiste désormais à un effondrement du nombre de journalistes dans la presse écrite : un effondrement qui traduit une « révolution du métier de journaliste ». Il existe « de moins en moins de journalistes... par journal », et si l'on assiste à une croissance des effectifs en direction du Web, c'est au détriment de la qualité, exception faite de quelques pure players.

CHAPITRE 1 : L'ÂGE DE L'INFORMATION ?

L'objet de ce premier chapitre est de proposer plusieurs diagnostics.

– Un diagnostic, d'abord, sur la place du sous-ensemble des médias dans le secteur de la connaissance (culture, enseignement supérieur, recherche) : « Un petit nombre d'acteurs qui représentent un poids économique relativement faible et reposent sur un nombre de salariés qui l'est encore plus touchent un public extrêmement large. »

– Un diagnostic, ensuite, sur la « grande diversité des statuts et de financements », rapidement passés en revue (avant de les détailler plus loin) : l'occasion pour Julia Cagé d'affirmer que le « modèle de société par action et de financement intégral par les ventes et la publicité » n'est plus adéquat.

– Un diagnostic, enfin et surtout, sur le contenu de l'information et la place des journalistes. Pour établir ce

Peut-on pour autant constater, de façon générale, « Une dégradation de la qualité des contenus » ? Selon Julia Cagé, elle est difficile à évaluer. Mais on peut la mesurer, dit-elle, à la taille des journaux dont la pagination est en baisse. Est-elle compensée par une « augmentation des contenus en lignes » ? Force est de constater que la « course à la primauté » et le retraitement des dépêches d'agences prennent une place prépondérante : « Google News joue le rôle de rédacteur en chef pour les sites web des journaux ». Bilan de ces diagnostics ? Une « inquiétante situation » dont les responsables ne seraient pas les médias eux-mêmes, mais leur modèle économique.

CHAPITRE 2 : LA FIN DES ILLUSIONS

« L'information est en danger [...] Ce sont les journalistes qui sont en train de disparaître et, avec eux, l'information

qu'eux seuls peuvent produire. Pourtant rien n'est fait. Pourquoi cette passivité? » Pour répondre à cette question, Julia Cagé passe en revue ce qui, à ses yeux, constitue autant d'illusions.

– « *L'illusion publicitaire* », c'est-à-dire l'illusion selon laquelle les médias pourraient être sauvés par la quête de nouvelles ressources publicitaires. Après avoir rappelé que la publicité a « *garanti aux journaux un équilibre financier et une relative indépendance à l'égard du pouvoir politique* », Julia Cagé met en évidence l'ampleur de la baisse des dépenses publicitaires et, en particulier, l'effondrement des recettes publicitaires des journaux.

– « *L'illusion de la concurrence* », c'est-à-dire l'erreur qui consisterait à « *chercher la solution à la crise des médias dans la multiplication du nombre d'acteurs médiatiques* ». Julia Cagé insiste d'abord sur la diminution du chiffre d'affaires des journaux et l'effondrement de leur rentabilité, puis elle analyse à grands traits les effets de la concurrence : ses limites et ses effets pervers.

– « *Les limites de la concurrence?* » : Julia Cagé explique tout d'abord pourquoi la « *tentation monopoliste* » est forte dans le secteur de la presse, en raison notamment de l'importance des coûts fixes qui incitent à chercher à accroître la taille du marché. Elle rappelle ensuite les raisons (notamment « *garantir le pluralisme* ») qui incitent à prendre des dispositions législatives pour favoriser la concurrence qui, dit-elle, n'a pas été diminuée par « *l'âge des géants* ».

– « *Les effets pervers de la concurrence?* » : Et Julia Cagé d'étudier « *dans quelle mesure une augmentation de la concurrence sur le marché de l'information affecte non seulement la qualité de l'information produite, mais aussi la participation politique* ». Bilan proposé? « *L'effet destructeur de la concurrence (émiettement des rédactions et duplication des coûts de production) l'emporte sur son effet positif (mieux servir une demande hétérogène et un lectorat diversifié)* ». Et la baisse de la qualité se traduit par une baisse de la participation politique. Conclusion : « *un marché donné ne peut supporter qu'un nombre limité de médias* ».

– « *L'illusion des audiences Internet en millions* », c'est-à-dire l'illusion qui consisterait à se fier à « *l'explosion du nombre de visites totale sur les sites web des quotidiens* ». Or, nous dit-on, ce serait ne prendre en compte ni le nombre de lecteurs de la presse imprimée (beaucoup plus important que sa diffusion payée) ni le temps passé à la lecture, bien moindre en ligne que sur papier.

– « *L'illusion des médias sous assistance* », selon laquelle « *les médias vivraient aux crochets de l'État* ». Qu'il s'agisse d'une illusion, c'est ce que montreraient l'évaluation de la nature des aides à la presse et l'analyse de leur « *vrai poids* ». Cette aide, insiste Julia Cagé, doit être « *replacée dans son contexte* » : la comparaison entre les aides reçues et les impôts versés montre que « *les journaux versent beaucoup plus à l'État qu'ils ne reçoivent de l'État, à quelques exceptions près* ». Il n'en demeure pas moins nécessaire de « *réformer les aides à la presse* » : en l'occurrence, verser les subventions en pourcentages du chiffre d'affaires ou de circulation des journaux et les réserver à la presse d'information politique et générale.

– « *L'illusion d'un nouvel âge d'or* », c'est-à-dire l'illusion selon laquelle l'intervention massive des nouveaux milliardaires offrirait une solution satisfaisante. C'est « *la mort d'une liberté* » qui menace. Alors que le financement de la vie politique est encadré, ces milliardaires achètent des outils d'influence qui privilégient une minorité et pèsent lourdement sur les processus électoraux. De surcroît, leurs investissements ne sont un gage ni de qualité, ni de pérennité.

CHAPITRE 3 : UN NOUVEAU MODÈLE POUR LE XXI^e SIÈCLE

Avant de présenter le « *nouveau modèle* » qu'elle préconise et pour le justifier, Julia Cagé soutient la nécessité de « *dépasser la loi du marché* » (et en particulier le rôle des sociétés par actions) et passe en revue les mérites et les limites des diverses formes de médias sans but lucratif.

– « *Dépasser les lois du marché* » impose donc de refuser que les médias soient introduits en Bourse et, plus généralement, prennent la forme de sociétés par actions.

– « *Des médias sans but lucratif* » offrent des solutions qui méritent examen, à commencer par les fondations. Tel est le cas pour le groupe Bertelsmann, propriété de la Fondation Bertelsmann. Mais si la fondation est un gage de stabilité (grâce à « *l'allocation irrévocable d'actifs par les fondateurs* »), elle est « *trop souvent utilisée pour perpétuer le pouvoir au sein d'une même famille* ». D'où cette question : « *Pourquoi favoriser finalement la continuité du pouvoir entre un petit nombre d'individus qui détiennent le monopole de la décision, au sein de conseils d'administration qui s'autoperpétuent de par leurs statuts?* »

– C'est donc (sous le sous-titre « *gouvernance et actions* ») le problème d'un modèle qui permette, d'une part de « *favoriser l'apport de capitaux aux médias* » et, d'autre part, d'« *encadrer le pouvoir décisionnel des actionnaires extérieurs* » qui se trouve posé.

– Un « *rapide tour du monde des médias à but non lucratif* » prépare la présentation de ce modèle. Conclusion proposée : « *la plupart* » de ces médias « *demeurent très petits* » et « *ne semblent pas capables de se substituer aux journaux existants* ».

– L'ouvrage se poursuit par l'examen du « *cas français* », et particulièrement des sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP), qui, selon elle, sont « *attractives d'un point de vue démocratique* », mais économiquement inefficaces, faute de pouvoir disposer de fonds propres suffisants. Conclusion de Julia Cagé : « *Toute la difficulté est donc de trouver un juste milieu entre la logique strictement financière [...] et une logique strictement démocratique.* »

– En revanche, sous le sous-titre « *Le prix de l'indépendance* », un examen d'autres statuts qui verrouillent le capital du journal nous est proposé : le statut de société anonyme à participation ouvrière (SAPO), largement ouverte à l'actionnariat des salariés, celui de *Ouest-France*, etc. Mais, nous dit-on, leur complexité juridique et, en particulier,

la représentation de l'État dans les fondations reconnues d'utilité publique sont trop dissuasives.

— « *Les fonds de dotation: une solution?* » se demande alors Cagé, qui en examine également les « limites ». On peut envisager, dit-elle, l'élargissement aux médias des fonds de dotation (qui « *doivent soutenir une action d'intérêt général* »), ce qui serait cohérent avec une mesure fiscale existante: le bénéfice des actions de mécénat, ouvert depuis 2007 aux journaux d'information générale et politique, via notamment l'association « Presse et pluralisme ». En revanche, telle serait la principale limite de ses fonds, l'absence de contrainte sur la rédaction des statuts permet aux individus à l'origine des fonds de conserver et de transmettre l'intégralité du pouvoir de décision. C'est pourquoi un autre modèle est souhaitable: la « *société de média* ».

La présentation de ce modèle est, pour le moins, morcelée, et sa technicité rend difficile de la résumer en suivant le raisonnement de l'auteur.

— « *Un nouveau modèle: la société de média* »: sous ce sous-titre, Cagé propose un « *modèle hybride* », à mi-chemin entre la société par actions et la fondation. À la différence de la société par actions, la société de média est une société « *à but non lucratif, sans versement de dividendes ni possibilité pour les actionnaires de récupérer leur apport (de la même façon que dans la fondation)* ». Mais à la différence de la fondation, si elle protège les droits de vote des actionnaires existants, elle donne également « *du pouvoir [...] aux petits donateurs* ».

— « *Capital et pouvoir* »: « *La société de média emprunte à la fondation le caractère illimité des dons* » qui bénéficient de réductions d'impôts. En « *contrepartie* », tous les donateurs contribuant pour plus de 1 % (pourcentage indicatif) au capital social d'une société de média, bénéficient des droits politiques de l'associé: les donateurs qui apportent moins de 1 % peuvent se regrouper en association de donateurs et de salariés. Ainsi seraient évités à la fois le risque de dilution du capital et celui de prise de contrôle.

— « *Les droits de vote dans la société de média* » concrétiseraient l'exercice du pouvoir: la loi « *fixerait un seuil de participation (qui pourrait être de l'ordre de 10 % du capital) au-delà duquel les droits de vote progressent moins que proportionnellement avec l'apport en capital* ».

— Une « *illustration* » – qui à ce titre ne peut être résumée – permet d'imaginer comment se distribueraient les droits de vote.

— Quels sont ou seraient, somme toute, « *les avantages de la société de média* »? Essentiellement, nous dit-on, « *d'offrir une place nouvelle aux lecteurs et salariés, sur le modèle du financement participatif [...] auquel vient s'ajouter une dimension politique* »: une place qui éviterait aux sociétés de rédacteurs et de lecteurs de « *se faire manger toutes crues par les actionnaires extérieurs* », comme ce fut le cas pour les sociétés des rédacteurs de *Libération* et du *Monde*.

Enfin, la société de média se présenterait comme « *Une alternative au système d'aides à la presse* », le montant des réductions fiscales demeurant dans le même ordre de grandeur que le montant total des aides à la presse: soit 800 millions d'euros.

CONCLUSION: CAPITALISME ET DÉMOCRATIE

Julia Cagé, dans sa conclusion, reprend les grandes lignes de son « modèle » et l'inscrit dans une perspective plus générale: la « *démocratisation du capitalisme* », qui nous est présentée ainsi: « *Surtout, la société de média va au-delà des médias. Elle dit la nécessité de penser un modèle entre fondation et société par actions. De repenser le partage du pouvoir d'une manière plus démocratique dans le capitalisme. De trouver un entre-deux entre les errements symétriques de l'illusion hyper-coopérative ("un homme égale une voix", indépendamment des apports) et l'illusion hyper-capitaliste (avec une toute-puissance illimitée du pouvoir et des personnes.)* »

Limitant les objections de fond sur le « modèle » lui-même (et *a fortiori* les

critiques de détail), on se contentera ici de quelques remarques.

La disproportion est manifeste entre l'ambition affichée par le titre et les propositions présentées. Non seulement les médias en question ne sont pour l'essentiel que les principaux titres de la presse écrite, mais le « sauvetage » dont il s'agit est limité, aides à la presse mises à part, à la présentation d'une nouvelle forme de propriété. Si Julia Cagé prend nettement parti en faveur des médias à but non lucratif (contre les sociétés par actions), elle élimine de son plan de « sauvetage » la presse associative et coopérative. Autrement dit, son « modèle » ne concerne que la « grande » presse écrite. Encore ne s'agit-il que de proposer un statut juridique censé résoudre simultanément les modalités de financement et la gestion démocratique. Or on peut avoir les plus grands doutes sur l'ampleur du financement escompté.

Mais surtout le caractère démocratique d'une cogestion qui associe les petits porteurs (salariés et lecteurs) aux grands actionnaires est des plus discutables, notamment parce que la gestion proposée ne semble pas distinguer les options économiques et l'orientation éditoriale. Si des mesures de démocratisation ne sont pas à rejeter par principe, le projet global d'une « démocratisation du capitalisme », à supposer qu'il ne soit pas une chimère comme on est en droit de le penser, exigerait des transformations d'une tout autre ampleur. Sont-elles simplement possibles?

N.B.: Acrimed défend depuis près de dix ans le projet de sociétés de presse sans but lucratif. Nous n'en sommes pas les auteurs, puisque ce projet avait été défendu, longtemps auparavant, par Hubert Beuve-Méry, Jean Schwoebel (porte-parole des sociétés de rédacteurs), puis, en 1981, par Claude Julien: Julia Cagé omet de les mentionner. Certaines dispositions récentes vont dans ce sens. Mais aucune ne prévoit un statut spécifique pour les médias associatifs proprement dits. Ce serait pourtant éminemment démocratique...

RACHAT DU *PARISIEN*: BERNARD ARNAULT S'OFFRE UN NOUVEAU SUPPORT PUBLICITAIRE

Depuis 2010 et le rachat du *Monde* par le trio Bergé-Niel-Pigasse, les milliardaires français semblent avoir trouvé dans le secteur de la presse d'information un nouveau Monopoly grandeur nature. Après que *Libération*, *L'Express*¹ et *L'Obs*² ont changé de mains ces derniers mois, ce serait maintenant au tour du *Parisien-Aujourd'hui en France*.

Le groupe LVMH, contrôlé par Bernard Arnault, déjà détenteur des *Échos*, s'apprête en effet à acquérir le quotidien, propriété du groupe (et de la famille) Amaury³. Dit autrement, c'est la 150^e fortune française qui, semblant avoir besoin de « cash » pour poursuivre son développement dans l'industrie du sport, cède à la 2^e fortune du pays un pan, devenu accessoire, de son patrimoine. Un type de transaction entre milliardaires devenu si courant qu'il n'est plus traité que dans les rubriques éco/entreprise des principaux médias, et qu'il ne suscite plus guère d'étonnement. Un simple épisode de la vie des affaires, qui se résume à une transaction financière et à une inflexion de stratégie industrielle, et qui ne pose donc aucune question en termes d'indépendance de la rédaction et de l'information...

En revanche, ce qui laisse perplexe l'ensemble des observateurs de ces grandes manœuvres, c'est le pourquoi de cette transaction... Pourquoi un spécialiste du luxe, détenteur d'un titre de la presse économique destinée aux cadres dirigeants, irait-il investir dans un quotidien populaire? Le journaliste du *Monde* qui relate l'information tente de rassurer celles et ceux

qui s'interrogeraient avec une analyse... pas très rassurante: l'acquisition « n'a pas **pour seul objectif** de satisfaire l'appétit ou la quête d'influence » de Bernard Arnault...

Mais alors pourquoi cette transaction? La pub, pardi! En effet, l'opération permettrait de décupler l'espace publicitaire disponible dans les titres LVMH pour faire la promotion des produits des 60 marques... de LVMH. Et pour celles et ceux qui s'inquièteraient du pouvoir d'achat des lecteurs du *Parisien*, le PDG des *Échos* se veut optimiste: « *Le lectorat du Parisien/Aujourd'hui en France est très large et touche notamment les cadres et les PME de province, qui lisent également Les Échos.* » Ouf! sabrez le champagne, l'opération s'annonce juteuse!

À la manière des lessiviers qui produisent dans les années 1950 les premiers « soap operas » pour s'offrir du « temps de cerveau » de téléspectateur disponible afin de vendre leurs lessives, Bernard Arnault va donc produire de l'information généraliste pour mieux vendre ses sacs en croco et sa camelote inabordable. Le comble de la marchandisation de l'information...

[1] Rachetés par le milliardaire des télécoms Patrick Drahi.

[2] Racheté par l'inévitable trio (de milliardaires) Bergé-Niel-Pigasse.

[3] Lequel possède aussi *L'Équipe* ainsi qu'ASO, la société organisatrice du Tour de France et du rallye Dakar, entre autres événements sportifs forcément couverts par... *L'Équipe*: on n'est jamais si bien servi que par soi-même.

Adhérer
Acheter en ligne
www.acrimed.org

>> **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de

>> **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

- Cotisation de base: **30 €** Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**
 Revenus > 2000€ mensuels: **60 €** Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

>> **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritique(s)* à partir du n° ...

- Tarif adhérent: **10 €** Tarif normal: **15 €** Tarif de soutien: **20 €** (ou plus...)
 Union européenne et Suisse: **25 €** Reste du monde: **32 €**

>> **Je commande** (frais de port compris – pour les commandes groupées et pour l'étranger, nous contacter)

- Le T-shirt « La télé commande »: **15,50€**. Taille: ...
 Le(s) ancien(s) n° de *Médiacritique(s)*: **3,50€** le numéro.
 Le(s) livre(s) n° d'Acrimed, aux éditions Syllepse: **7,50€** pièce.
 Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**.
 Le DVD des *Nouveaux Chiens de garde*: **18,40€**.
 Des autocollants: prix libre (min. **2€** pour frais de port). Indiquez vos préférences grâce aux numéros; sinon vous recevrez par défaut un assortiment.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Email :

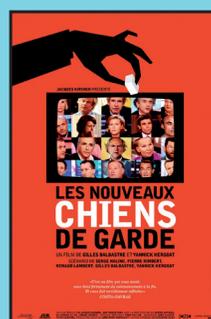
Signature :

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre,
et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'« **Action-Critique-Médias** », à l'adresse suivante :

Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris

Tél. : 09 52 86 52 91 — Email : acrimedinfo@gmail.com

MÉDIA(BOU)TIQUE



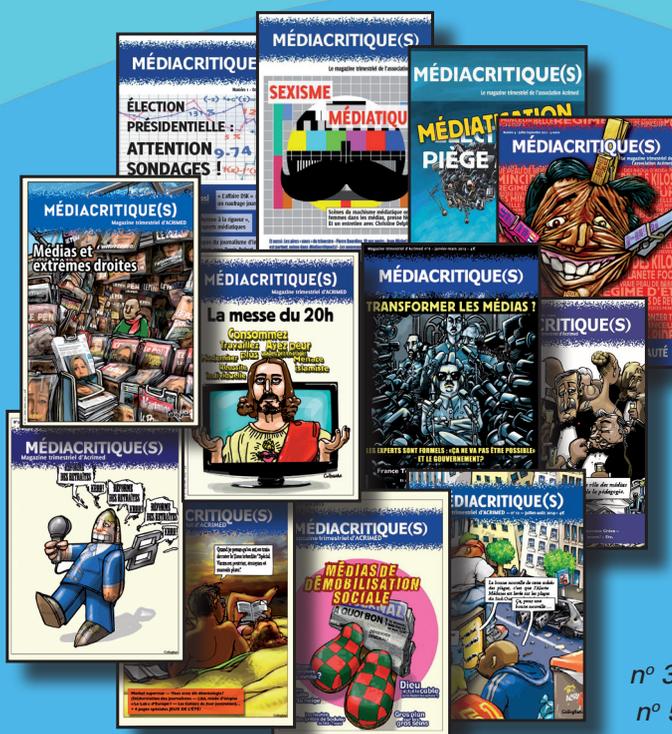
LIVRES D'ACRIMED – 7,50 €

12,50 €

DVD – 18,40 €



AUTOCOLLANTS CONÇUS ET RÉALISÉS PAR SÉBASTIEN MARCHAL



T-SHIRT – 15,50 €

Prérétréci,
90% coton, 10% polyester
5 tailles disponibles :
XXL, XL, L, M, S.



ANCIENS MÉDIACRITIQUE(S) – 3,50 €

n^{os} 1, 10, 11 et 12: épuisés — n^o 2: Sexisme médiatique
n^o 3: Médiatisation, piège à cons — n^o 4: Amour, sport et beauté
n^o 5: Pédagogies médiatiques — n^o 6: Transformer les médias ?
n^o 7: Médias de démobilitation sociale — n^o 8: Varia + Jeux de l'été
n^o 9: Retraites: 20 ans de propagande — n^o 13: La messe du 20h
n^o 14: Médias et extrêmes droites — n^o 15: Médias et classes populaires

QUAND LES MÉDIAS DOMINANTS PARLENT AUX CLASSES DOMINANTES

JEAN-JACQUES BOURDIN
LA MATINALE INFO LA PLUS CSP+

AVEC 42% DE CSP+ SUR LE 6H-9H VS 34% POUR EUROPE 1

RMCSP+
INFO TALK SPORT

C'EST LÀ QUE ÇA SE PASSE

Next Régie

Outre le traitement misérabiliste qui leur est parfois réservé, force est de constater que le plus souvent, les classes populaires sont les grands absents des grands médias, comme en témoignent en creux les quelques visuels ci-contre. Les médias de masse ne s'en cachent pas: les CSP+ constituent leur cœur de cible et semblent les seules dignes de retenir leur attention.

LE FIGARO

1ER EN PUISSANCE 18.8 MILLIONS D'INDIVIDUS EN INFLUENCE 5.7 MILLIONS D'INDIVIDUS CSP+

LE FIGARO

UN VRAI LEADERSHIP, ÇA SE CÉLÈBRE!

1ER EN PUISSANCE 15+ EN INFLUENCE CSP+ **1ER**

Par intérêt de classe bien compris, les médias dominants ne ménagent pas leurs efforts pour attirer davantage de lecteurs/auditeurs/télespectateurs à forts capitaux, assimilés peu ou prou à des clients, ces derniers étant ravis de se voir offrir des contenus qui leur correspondent; nul ne peut alors ignorer les inévitables effets de distorsion sur la ligne éditoriale de ces organes d'information qui cherchent à tout prix à plaire à certains plutôt que de chercher à les informer tous.

Médiamétrie Nov-Déc 2014

RTL LE SON POP ROCK

2ème radio musicale sur les CSP+i⁽¹⁾

RECORD HISTORIQUE!
2,8 millions d'auditeurs chaque jour
+403 000 auditeurs de 13 ans et +⁽²⁾

► Plébiscitée par les cibles commerciales⁽³⁾

25-49 ans	CSP+i	25-59 ans	Men. -50 ans	Homme 25-49 ans	RDA -60 ans
+16%	+21%	+18%	+40%	+4%	+15%

Evolution du QPM vs 2014 - 30/04/17

publicité REGIE OBS

LA RÉGIE LEADER SUR L'ACTU

CHAQUE MOIS 22,4 millions de lecteurs internautes mobinautes.

58% des CSP+

63% des 25-49 ans CSP+ Urbains

69% des affaires et cadres

Europe 1

Vague record* sur les 25-59 ans et les CSP+I

THOMAS SOTTO 6H-9H

Si la rencontre entre médias dominants et classes dominantes se fait pour ainsi dire tout naturellement, il en va donc tout autrement de sa relation aux couches populaires. Le pendant logique de cette obsession pour les CSP+ est la relégation des classes dominées au rang de classe-objet ou de classe « parlée ». Comment s'étonner que les grands médias ne parlent pas aux classes populaires si ces mêmes médias ne font rien, ou si peu, pour leur parler?